

Direction des Etudes des
Répertoires et des Statistiques

ETUDE
février 2014

Les Exploitants et Entrepreneurs agricoles en 2012

Les exploitants et entrepreneurs agricoles en 2012

DIRECTION DES ETUDES, DES REPERTOIRES
ET DES STATISTIQUES

Directeur de la publication :

Alain PELC

pelc.alain@ccmsa.msa.fr

Département "Cotisations"

Marc PARMENTIER

parmentier.marc@ccmsa.msa.fr

Étude réalisée par :

Marc PARMENTIER

parmentier.marc@ccmsa.msa.fr

SOMMAIRE

RESUME	5
METHODOLOGIE	7
CHAMP DE LA POPULATION	7
LES DIFFERENCES DE CONCEPTS AVEC LA STATISTIQUE PUBLIQUE DU BILAN ANNUEL DE L'EMPLOI AGRICOLE	8
1 - LES EXPLOITATIONS OU ENTREPRISES AGRICOLES.....	10
1.1 - En 2012, 388 000 entreprises ont un chef affilié au régime non salarié agricole.....	10
1.2 - Les « grandes cultures » sont le secteur dominant en nombre d'entreprises	12
1.3 - La concentration des terres est en forte croissance depuis dix ans	13
2 - LES CHEFS D'EXPLOITATIONS OU D'ENTREPRISE AGRICOLES	17
2.1 - En 2012, 484 000 chefs d'exploitation ou d'entreprise sont affiliés au régime agricole.....	17
2.2 - L'élevage bovin lait est l'activité principale de 85 000 chefs d'exploitation	20
2.3 - La superficie agricole par exploitant poursuit sa croissance	22
3 - LES FEMMES NON SALARIEES DANS L'AGRICULTURE.....	24
3.1 - En 2012, un quart des chefs d'exploitation ou d'entreprise sont des femmes	24
3.2 - Le nombre de femmes ayant le statut de conjointes actives dans l'exploitation poursuit sa diminution.....	24
4 - LA DEMOGRAPHIE	25
4.1 - L'âge moyen des chefs est de 48 ans	25
4.2 - Le nombre de chefs de moins de 35 ans poursuit sa baisse.....	26
4.3 - Les terres potentiellement libérables à l'horizon de cinq ans représentent 16 % de l'ensemble des terres	27
5 - LES CHANGEMENTS STRUCTURELS	28
5.1 - L'entreprise sous forme sociétaire poursuit son essor	28
5.2 - Régime d'imposition : le nombre et la part des exploitants ou entrepreneurs imposés au réel poursuivent leur progression	32

6 - LES ASSIETTES DE COTISATION ET LES REVENUS PROFESSIONNELS.....	33
6.1 - Hausse importante de l'assiette brute de cotisations.....	33
6.2 - L'assiette brute moyenne est à nouveau en hausse	36
6.3 - Poursuite de la hausse du revenu professionnel en 2011 chez les chefs au réel.....	38
6.4 - Maintien de la population d'optant sur une assiette annuelle	39
6.5 - La concentration des revenus a diminué en 2011	39
6.7 - La médiane du revenu professionnel 2011 varie de 0 à 24 000 € selon les secteurs de production	41
LISTE DES CARTES.....	43
LISTE DES GRAPHIQUES	43
LISTE DES TABLEAUX.....	44
ANNEXE.....	46

Résumé

La baisse démographique de la population des chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole se poursuit en 2012, à un rythme très modéré. Les évolutions structurelles majeures observées depuis dix ans se poursuivent : augmentation des surfaces moyennes exploitées, développement des formes sociétaires et de l'imposition au réel. Du fait des fortes hausses de revenus professionnels des années précédentes, l'assiette brute de cotisations sociales est en fort accroissement.

En 2012, 388 000 entreprises ont un chef affilié au régime non salarié agricole

Le nombre d'exploitations ou d'entreprises agricoles ayant à leur tête un non-salarié s'élève pour l'année 2012 à 388 000, en baisse de - 1,4 % par rapport à 2011.

Le nombre d'exploitations agricoles (agriculture au sens strict) connaît un recul systématique depuis 2003. Jusqu'en 2010, le recul se situait entre - 2 % et - 3 % par an, depuis 2011 il tend à se ralentir.

A contrario, le nombre d'entreprises agricoles (paysagistes, centres équestres, filière bois etc.) qui connaissait une forte croissance jusqu'en 2009, voit, depuis 2010, sa hausse modérer fortement.

En 2012, 484 000 chefs d'exploitation ou d'entreprise sont affiliés au régime agricole.

Le nombre de chefs d'exploitation ou d'entreprise s'élève pour l'année 2012 à 484 000, en baisse de - 1,1 % par rapport à 2011. Cette baisse est la plus faible enregistrée depuis plus d'une décennie et se situe en dessous de celle enregistrée l'année précédente, déjà très basse (- 1,4 %). Elle s'inscrit globalement dans une tendance au ralentissement du rythme de la baisse démographique de la population des chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole observée depuis 2005.

Les aides familiaux, comme les collaborateurs d'exploitation subissent une baisse démographique d'une ampleur beaucoup plus forte.

L'âge moyen des chefs est de 48 ans

En 2012, l'âge moyen des chefs d'exploitation ou d'entreprise s'établit à 48 ans.

Il est de 47 ans pour les chefs de sexe masculin. Les chefs de 50-54 ans représentent 18,4 % des effectifs et constituent la classe d'âge la plus nombreuse de cette population. Les chefs hommes de plus de 60 ans représentent 8,5 % de la population masculine.

Les femmes, nettement moins nombreuses, sont âgées en moyenne de 51 ans. La classe d'âge la plus représentée chez les femmes chefs est celle des 55-59 ans (20 % des effectifs). Les femmes de plus de 60 ans représentent 19,2 % de la population féminine des chefs.

La superficie agricole totale mise en valeur par les chefs d'exploitation continue de diminuer

La superficie agricole totale mise en valeur par les chefs d'exploitation en 2012 totalise 23,9 millions d'hectares (ha) contre 24,0 millions ha en 2011, soit une diminution de - 0,3 %.

La superficie moyenne par exploitant poursuit la progression observée ces dernières années, passant de 49,1 ha en 2011 à 49,4 ha en 2012.

L'évolution de la structure des superficies par exploitant depuis dix ans est marquée par une augmentation des entrepreneurs sans terres, des exploitants disposant de très petites surfaces, et des exploitants mettant en valeur des surfaces supérieures à 50 ha.

L'élevage bovin lait est l'activité dominante avec 85 000 chefs d'exploitation

En 2012, la catégorie d'activité dominante exercée par le plus grand nombre de chefs d'exploitation reste « l'élevage bovin lait ». Ce secteur d'activité regroupe 85 000 chefs d'exploitation, soit 18 % de l'ensemble des chefs d'exploitation et d'entreprise agricole.

Puis se succèdent les catégories « cultures céréalières et industrielles » (83 000 chefs), « cultures et élevages non spécialisés » (60 000 chefs) et « élevage bovin viande » (58 000 chefs).

L'exploitation sous forme sociétaire poursuit son essor

La part de chefs établis sur une exploitation ou entreprise détenue en nom personnel est de 47 % de la population, soit une baisse de un point par rapport à 2011. Pour la troisième année consécutive, cette forme juridique est donc minoritaire au profit des formes sociétaires.

En revanche, bien qu'en augmentation régulière depuis 2003, la part des exploitations ou entreprises relevant du domaine non-salarié sous forme sociétaire est encore minoritaire en 2012, par rapport à celles en nom personnel (41 % de sociétés pour 59 % d'exploitations ou d'entreprises en nom personnel).

La part des chefs imposés au réel poursuit sa progression

En 2012, la part d'exploitants ou entrepreneurs imposés au réel continue d'augmenter, atteignant 76,7 % des effectifs, contre 75,7 % en 2011. Le nombre de chefs imposés au réel passe de 370 500 en 2011 à 370 900 en 2012, soit une quasi-stabilité. Cette stabilité fait suite à une très faible hausse entre 2010 et 2011 (+ 0,2 %).

L'assiette brute de cotisations connaît une forte hausse en 2012

L'assiette brute sur laquelle sont appelées les cotisations sociales pour 2012 -représentative des revenus de 2009, 2010 et 2011 pour 83,4 % des chefs- s'établit ainsi à 6,77 milliards d'euros contre 5,95 milliards d'euros en 2011, soit une hausse de + 14 %.

Les revenus agricoles ont connu en 2011 une forte hausse par rapport à 2010. Elle se reflète dans les assiettes de cotisations des chefs ayant opté pour une cotisation sur les revenus de l'année précédente (16,6 % de l'ensemble).

Méthodologie

L'assiette de cotisations des exploitants déclarant leurs revenus réels au titre d'une année n s'obtient soit par la moyenne des revenus professionnels agricoles déclarés aux services fiscaux au cours des trois années $n-3$, $n-2$, $n-1$, soit par une assiette annuelle $n-1$.

La représentation dite sous forme de « boxplot » ou « boîte à moustaches » permet de mettre en valeur les valeurs centrales de valeurs numériques, ainsi que leur dispersion. Cinq points ont été retenus caractérisant cette dispersion :

- ➔ la valeur maximum exclut les 1 % de la population ayant les valeurs les plus élevées.
- ➔ le troisième quartile pour lequel 25 % de la population ont une valeur supérieure et 75 % de la population ont une valeur inférieure.
- ➔ la médiane (au centre du graphique) qui divise la population en 2 parts égales.
- ➔ le premier quartile pour lequel 75 % de la population ont une valeur supérieure et 25 % de la population ont une valeur inférieure.
- ➔ la valeur minimum exclut les 1 % de la population ayant les valeurs les plus faibles.

Cette présentation qui retient comme valeurs extrêmes les bornes supérieures et inférieures a le mérite d'exclure les valeurs aberrantes tout en excluant une faible part de la population (2 % au total).

Champ de la population

Cette étude est une analyse descriptive de la population des chefs d'exploitation ou d'entreprise assujettie pour leurs cotisations sociales à la Mutualité sociale agricole (MSA) en fonction des dispositions en vigueur du Code Rural et de la Pêche Maritime au 1er janvier 2012.

Il s'agit de tous les chefs d'exploitation ou d'entreprise (personnes physiques, membres de GAEC ou de sociétés) en activité qui cotisent à une des quatre branches de sécurité sociale : maladie, prestations familiales, vieillesse, accidents du travail.

Les cotisants de solidarité sont exclus de l'analyse ainsi que les chefs d'exploitation installés après le 1er janvier 2012. Ces derniers cotisent uniquement en assurance accident du travail des exploitants agricoles (Atexa) durant l'année de leur installation et au prorata de leur durée d'activité pendant cette année.

Au statut de chef d'exploitation ou d'entreprise agricole peuvent être associés ceux de collaborateur d'exploitation et d'aide familial.

Le statut de collaborateur d'exploitation est ouvert aux conjoints (mariés, concubins ou pacsés) de chefs d'une exploitation ou d'une entreprise agricole qui n'est pas constituée sous forme de société

ou d'une coexploitation entre conjoints d'associés. Le collaborateur d'exploitation doit participer effectivement et habituellement à l'activité non salariée agricole de son conjoint.

L'aide familial est une personne de type ascendant et, à partir de 16 ans, descendant, frère, soeur ou allié au même degré du chef d'exploitation ou d'entreprise, ou de son conjoint, vivant sur l'exploitation ou l'entreprise et participant à sa mise en valeur, sans y avoir la qualité de salarié. A compter du 18 mai 2005, la personne qui devient aide familial ne peut conserver cette qualité plus de cinq ans.

Les différences de concepts avec la statistique publique du bilan annuel de l'emploi agricole

En association avec la MSA, le Service statistique et prospective (SSP) de Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt publie chaque année le " Bilan annuel de l'emploi agricole " (BAEA). Les résultats 2011 ont été publiés dans le numéro 220 de la collection " Agreste Chiffres et Données ", disponible sur le site internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr.

Le contenu du BAEA 2011

Le BAEA 2011 présente, sous forme de fiches (une nationale et vingt-deux régionales) les principales données de l'emploi agricole sur le périmètre du recensement agricole en 2000, 2010 et 2011.

Le principe de construction du BAEA

Les évolutions annuelles observées sur les données de la MSA sont appliquées sur certains indicateurs d'emploi issus du recensement de l'agriculture. Lorsque les données MSA ne fournissent pas d'éléments suffisants pour actualiser certains indicateurs, les évolutions annuelles sont estimées à partir des évolutions annuelles moyennes observées entre les deux recensements 2000 et 2010.

Outre la différence de conception des indicateurs d'emploi, deux différences majeures expliquent les écarts de résultats entre les statistiques d'emploi non salarié de la MSA et du SSP.

Les différences de champ de population

Le champ des chefs d'exploitation et d'entreprise agricole de la MSA est différent de celui des recensements et enquêtes structure réalisés par le Service de la Statistique et de la Prospective du Ministère de l'Agriculture :

Il inclut la filière bois (sylviculture, exploitation de bois, scieries fixes), une partie des métiers de la mer (conchyliculture, pêche côtière et en eau douce, aquaculture, marais salants), les artisans ruraux, les entreprises de travaux agricoles, de jardins, paysagistes, de reboisement, ainsi que des professions du monde hippique (centres d'entraînement, centres équestres).

Il exclut les exploitants agricoles ou les chefs d'entreprise agricole dont l'entreprise est de taille inférieure à la ½ Superficie minimum d'installation (SMI) (la SMI est un " équivalent surface " calculée à partir de la superficie réellement exploitée, du nombre d'animaux ou, à défaut, par rapport au temps de travail). Parmi ceux-ci, ceux qui sont cotisants solidaires à la MSA font l'objet d'une publication à part.

Les différences de datation

Autre différence majeure par rapport aux dénombrements issus du Ministère de l'agriculture : les mesures statistiques de la MSA concernant les non-salariés agricoles sont réalisées au 1er janvier de chaque année. Celles du SSP sont estimées en décembre de chaque année, pour respecter la période de recueil de la donnée d'origine du recensement de l'agriculture, qui est réalisé en fin d'année.

Ainsi, les données de la MSA ayant servi à l'établissement du BAEA 2011 sont les indicateurs d'emploi au 1er janvier 2012, correspondants à la présente publication.

1 - LES EXPLOITATIONS OU ENTREPRISES AGRICOLES

1.1 - En 2012, 388 000 entreprises ont un chef affilié au régime non salarié agricole

Le nombre d'exploitations ou d'entreprises s'élève pour l'année 2012 à 388 000, en baisse de - 1,4 % par rapport à 2011 (tableau 1). Cette baisse est plus faible que celle enregistrée l'année précédente (- 1,7 %).

Le taux de décroissance annuelle du nombre d'exploitations agricoles se réduit constamment depuis dix ans.

Le nombre d'entreprises agricoles, qui était en forte croissance jusqu'en 2009, atténue les effets de la baisse du nombre d'exploitations agricoles. Comme depuis 2010 est observé un net ralentissement de sa dynamique, les entreprises ne constituent plus un réservoir de croissance du régime non salarié agricole.

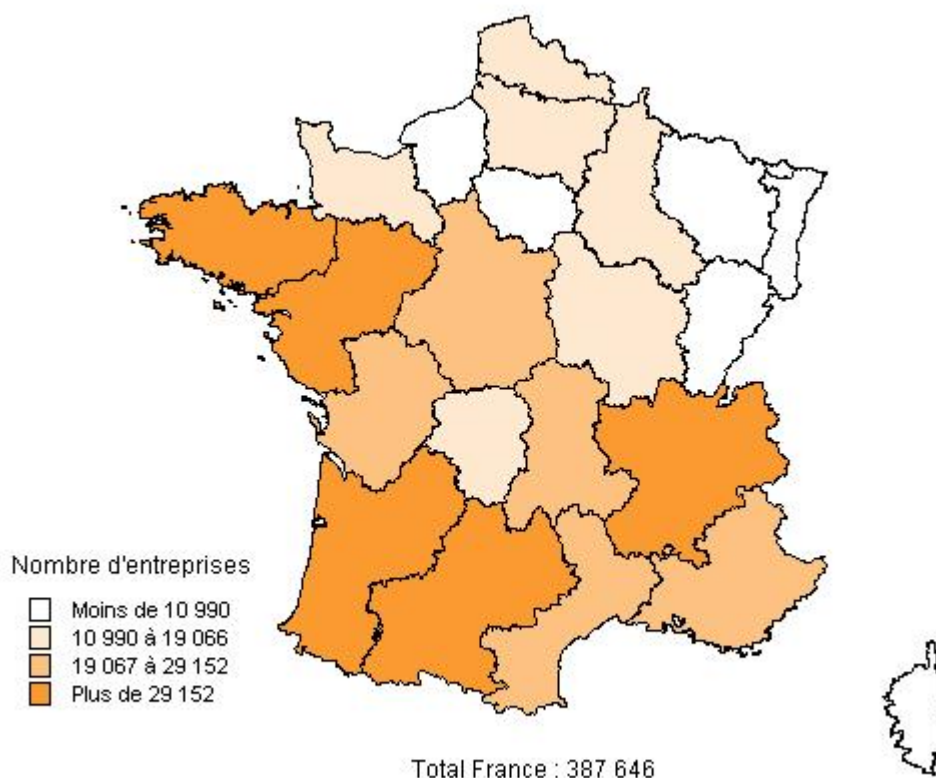
TABLEAU 1
EVOLUTION ANNUELLE DU NOMBRE D'EXPLOITATIONS OU D'ENTREPRISES
AGRICOLES DIRIGÉES PAR UN NON SALARIÉ AGRICOLE
FRANCE METROPOLITAINE

TYPE D'ENTREPRISE	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Nombre d'exploitations ou d'entreprises agricoles	466 038	464 410	449 041	436 981	425 905	416 900	408 772	399 979	393 314	387 646
Evolution	-	-0,3%	-3,3%	-2,7%	-2,5%	-2,1%	-1,9%	-2,2%	-1,7%	-1,4%
Dont nombre d'exploitations agricoles	435 728	433 525	417 574	404 808	392 788	382 463	373 340	364 480	357 765	352 054
Evolution	-	-0,5%	-3,7%	-3,1%	-3,0%	-2,6%	-2,4%	-2,4%	-1,8%	-1,6%
Dont nombre d'entreprises agricoles	30 310	30 885	31 467	32 173	33 117	34 437	35 432	35 499	35 549	35 592
Evolution		1,9%	1,9%	2,2%	2,9%	4,0%	2,9%	0,2%	0,1%	0,1%

Source MSA

Dans cinq régions, il est dénombré plus de 29 000 exploitations ou entreprises. Ce sont les régions de Bretagne, Pays-de-la-Loire, Aquitaine, Midi-Pyrénées et Rhône-Alpes. Avec moins de 10 600 chefs d'exploitation chacune, l'Alsace, la Corse, la Haute-Normandie et l'Île-de-France sont quant à elles les régions hébergeant le plus faible nombre de chefs d'exploitation (carte 1).

CARTE 1
NOMBRE D'EXPLOITATIONS OU D'ENTREPRISES AGRICOLES PAR REGION EN 2012



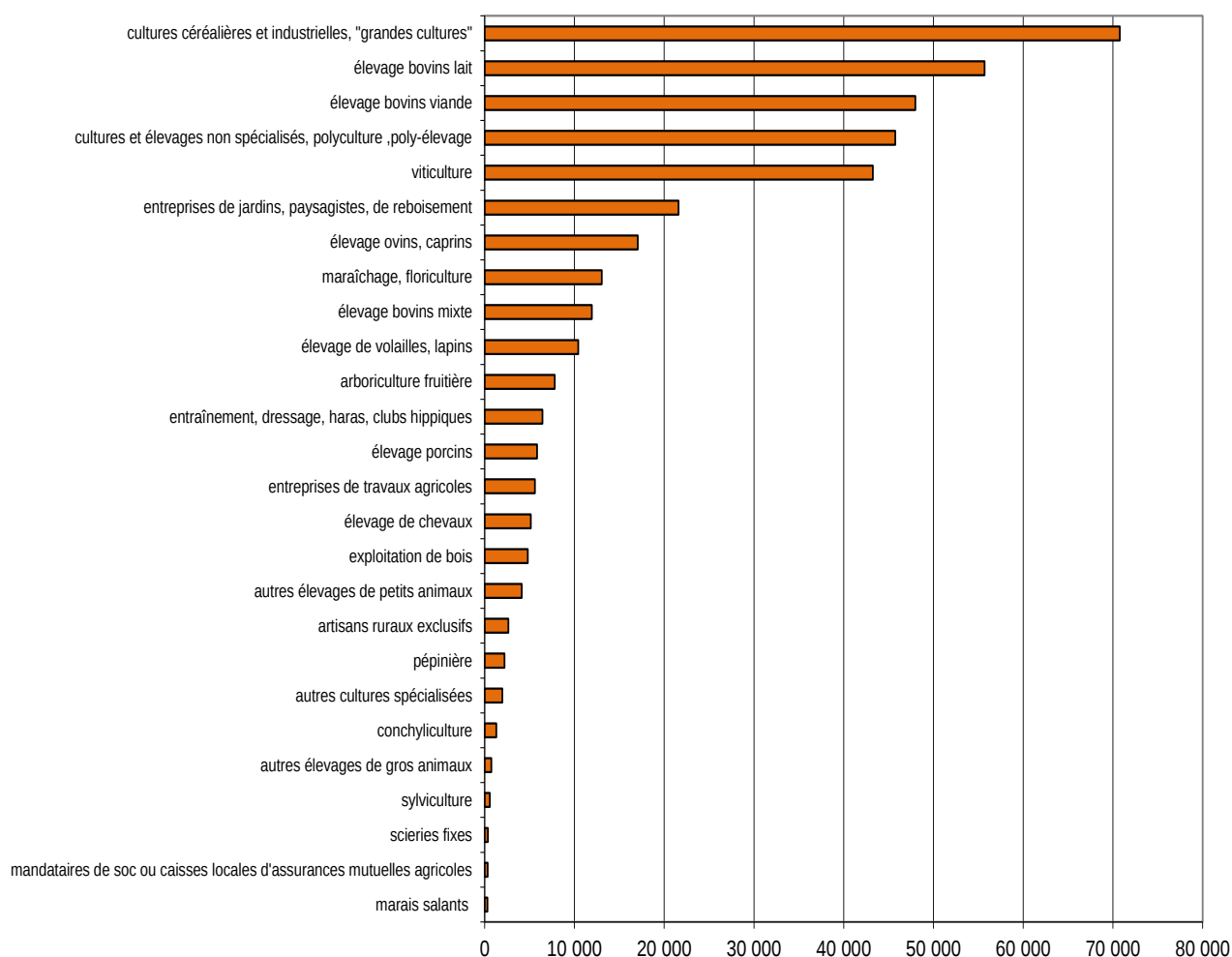
Source : MSA

1.2 - Les « grandes cultures » sont le secteur dominant en nombre d'entreprises

En 2012, la catégorie d'activité principale agricole exercée par le plus grand nombre d'entreprises est « Grandes cultures » (graphique 1), puis se succèdent les catégories « élevage bovins-lait » (58 000 entreprises), « élevage bovin viande » (48 000 entreprises) « cultures et élevages non spécialisés » (46 000 entreprises) et « viticulture » (43 000 entreprises).

Ces cinq secteurs sont très nettement dominants, ils représentent 68 % de l'ensemble des exploitations ou entreprises agricoles.

GRAPHIQUE 1
EFFECTIFS DES EXPLOITATIONS OU D'ENTREPRISES AGRICOLES SELON LA CATEGORIE DE RISQUE ATEXA EN 2012 - FRANCE METROPOLITAINE¹



Source : MSA

¹ Dans les départements d'Alsace-Moselle, dont les chefs ne sont pas couverts en accident du travail par l'Atexa, le code Atexa a été reconstitué à l'aide du code APE (nomenclature NAF).

1.3 - La concentration des terres est en forte croissance depuis dix ans

La superficie agricole utile (SAU) totale des exploitations agricoles totalise 25,31 millions d'hectares (ha). Dans cette superficie, 23,92 millions d'ha correspondent au pourcentage de parts en capital, possédées par les chefs non salariés travaillant sur l'entreprise, soit 95 % de la SAU. Le 1,39 million d'ha restant correspond aux apporteurs en capitaux ne travaillant pas sur l'exploitation.

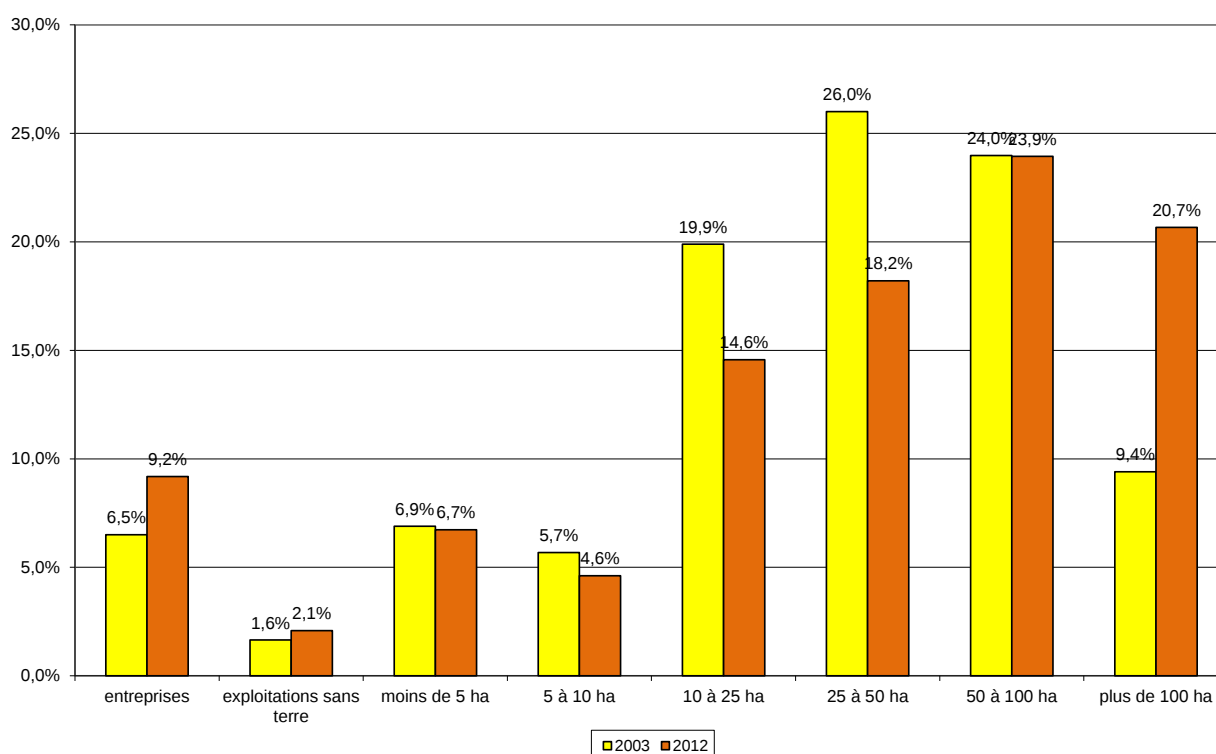
La SAU moyenne générale des exploitations agricoles, donc en écartant les entreprises, est de 71,9 ha. La SAU moyenne correspondant à la part en capital des chefs d'exploitations est de 67,9 ha.

C'est ce concept de SAU qui sera utilisé dans la suite de cette étude : champs des exploitations agricoles uniquement et part de la superficie proportionnelle à la part en capital des chefs travaillant sur l'exploitation.

Quatre phénomènes concomitants ont marqué l'évolution de la taille des entreprises agricoles :

- Le développement des entreprises de service, essentiellement les centres équestres et paysagistes, entreprises sans terre dont la proportion est passée de 6,5 % de l'ensemble des exploitations ou entreprises en 2003, à 9,2 % en 2012.
- Une augmentation du nombre d'exploitations hors-sol, sans terres agricoles.
- Une stabilité de la part des très petites exploitations de moins de cinq hectares.
- Un accroissement général de la taille des exploitations de cinq hectares et plus, qui provoque, entre 2003 et 2012, une forte baisse de la part des exploitations dont la SAU est comprise entre cinq et cinquante hectares, une stabilisation de la part des exploitations de cinquante à cent hectares, et une forte hausse de la part des exploitations de plus de cent hectares.

GRAPHIQUE 2
REPARTITION DES EXPLOITATIONS OU D'ENTREPRISES SELON LA SUPERFICIE
EXPLOITEE EN 2003 ET EN 2012 (EN POURCENTAGE) - FRANCE METROPOLITAINE

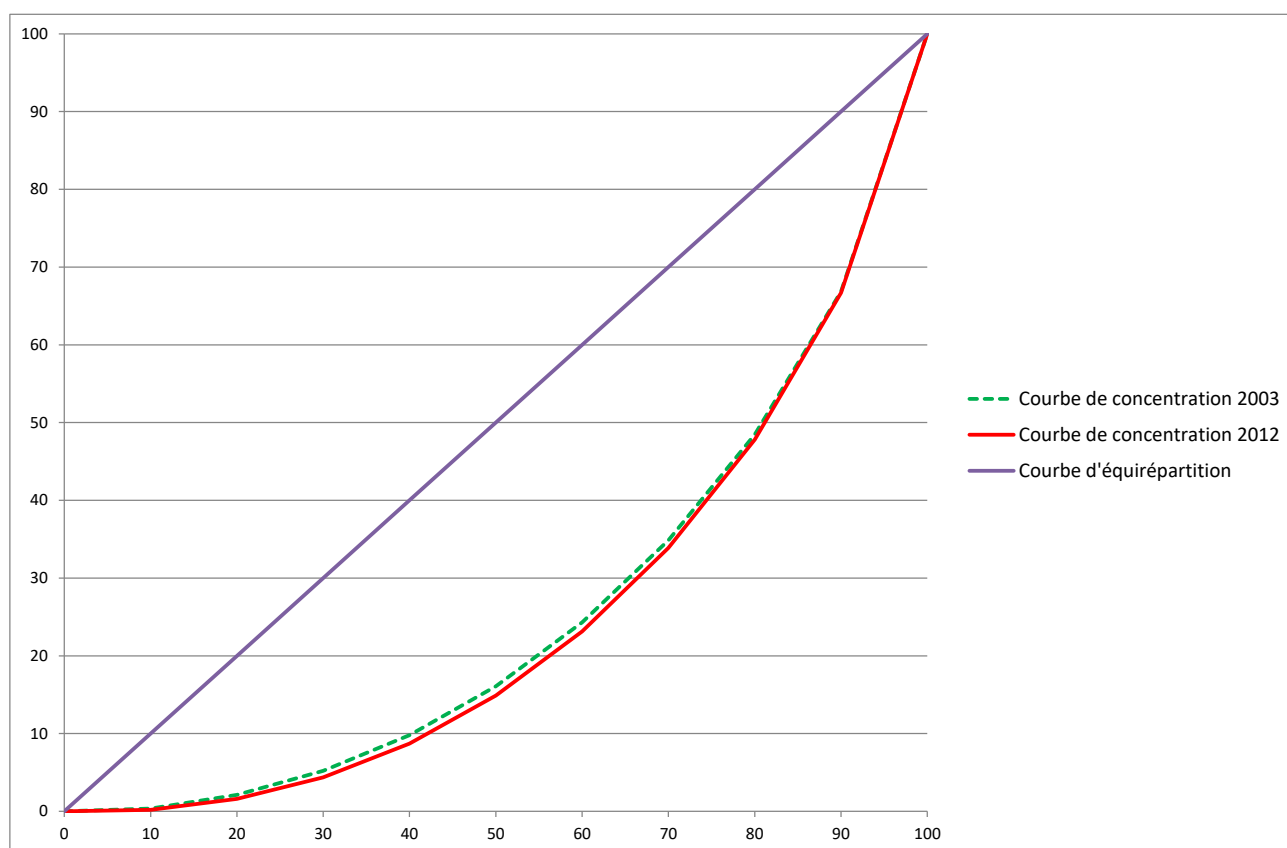


Source : MSA

Ces changements structurels provoquent un léger accroissement de la concentration des terres dans les exploitations agricoles (hors entreprises), représenté par une courbe de concentration plus creuse en 2012, qu'en 2003 (graphique 3):

- ➔ En 2012, les 20 % d'exploitations ayant les plus petites superficies se partagent 1,6 % de la superficie totale, contre 2,1 % en 2003.
- ➔ En 2012, 60 % des exploitations occupent 23,1 % de la superficie totale, contre 24,3 % en 2003.
- ➔ En 2012, à l'inverse, 10 % des exploitations ayant les plus grandes superficies occupent 33,3 % de la superficie totale, contre 33,5 % en 2003.

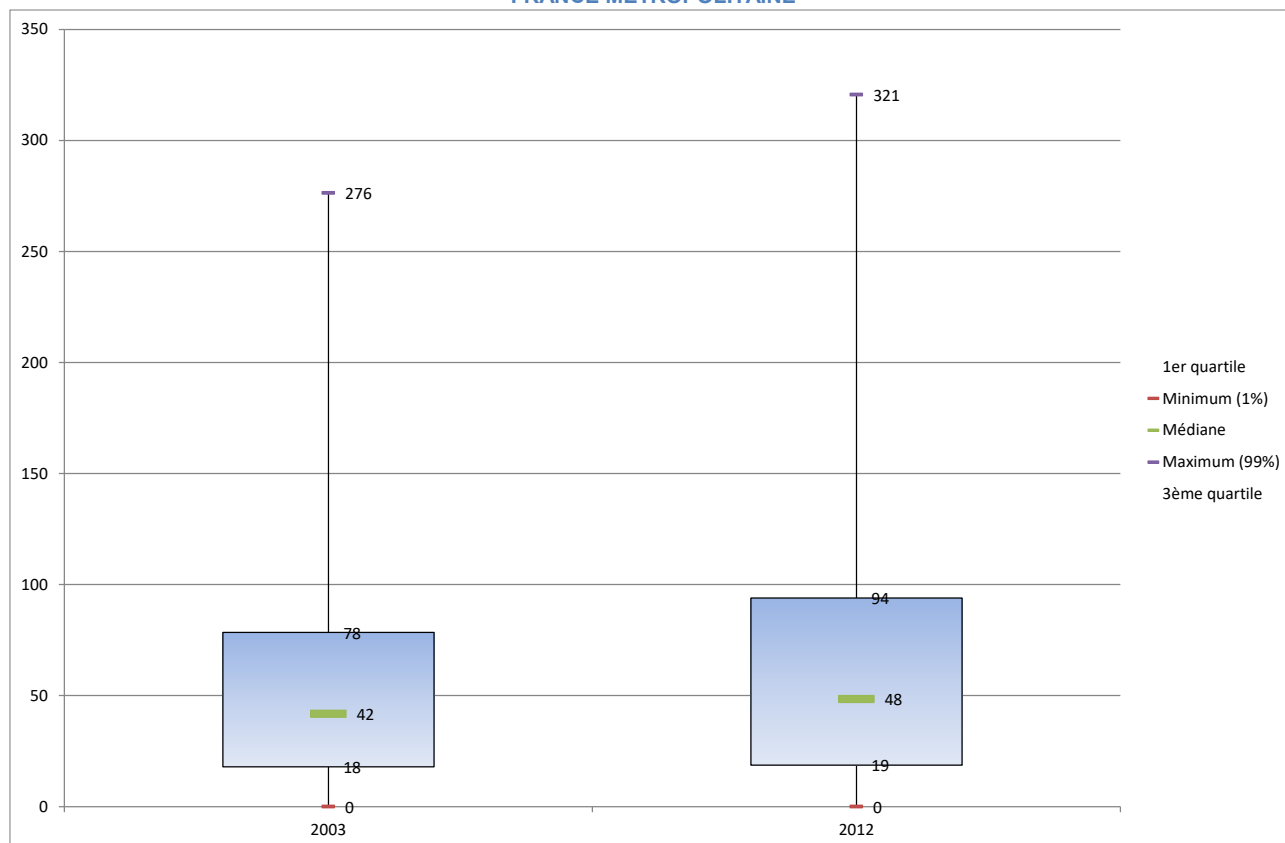
GRAPHIQUE 3
CONCENTRATION DES TERRES PAR EXPLOITATION AGRICOLE EN 2003 ET 2012
FRANCE METROPOLITAINE



Source : MSA

Ils provoquent aussi un accroissement de la dispersion des tailles d'exploitations (graphique 4). La taille médiane progresse en dix ans de 4 ha, passant de 42 à 48 ha. Autour de cette médiane le rectangle ombré, qui représente les 50 % d'entreprises les plus proches de la taille médiane, est nettement plus étalé en 2012 qu'en 2003.

GRAPHIQUE 4
DISPERSION DES TAILLES D'EXPLOITATIONS AGRICOLES MESUREES EN HA EN 2003 ET 2012
FRANCE METROPOLITAINE



Source : MSA

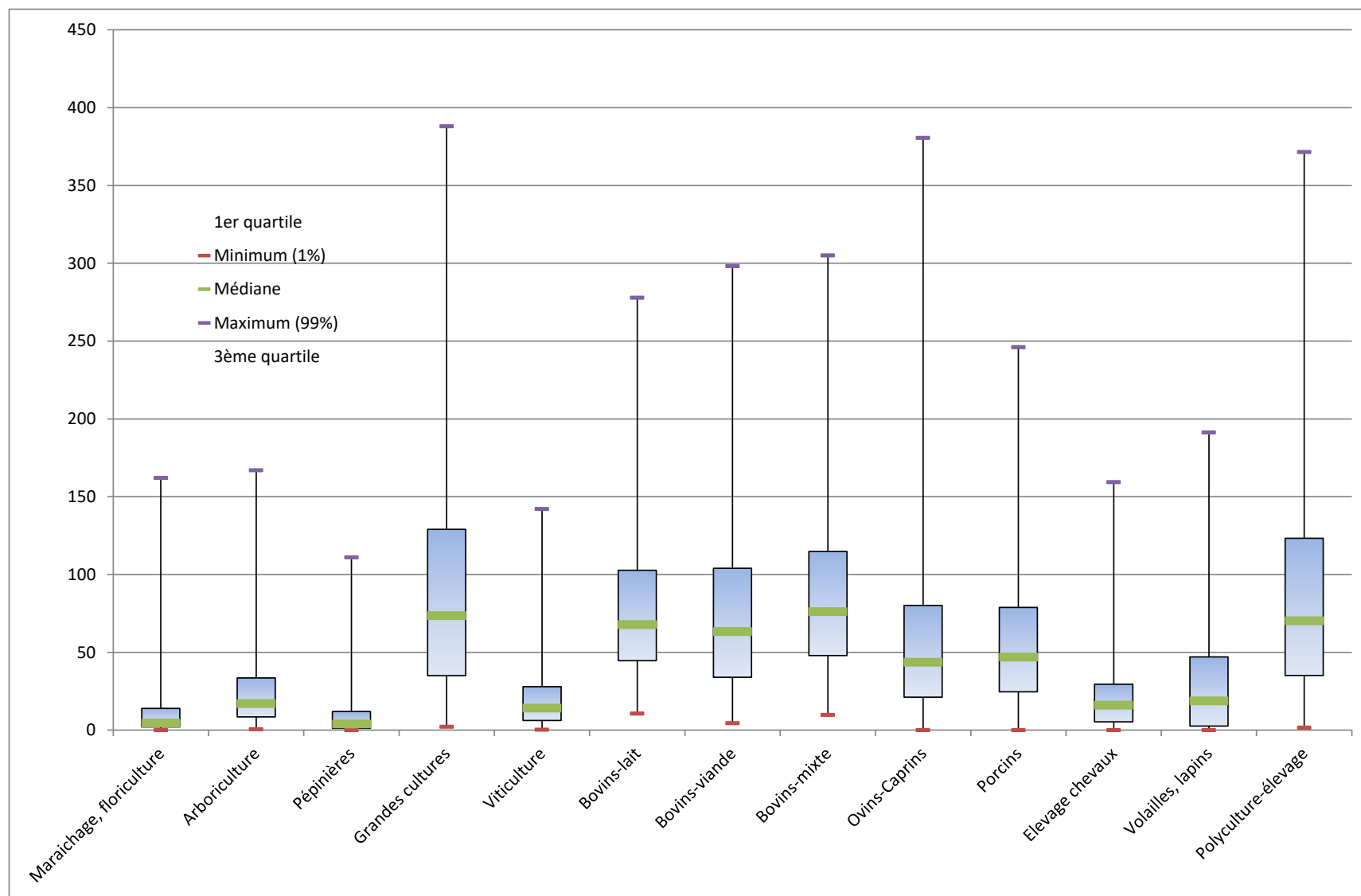
Au-delà de l'agrandissement historique de la superficie des exploitations, il faut aussi tenir compte des différences structurelles de dimension des exploitations en fonction de leurs orientations économiques (graphique 5).

Les valeurs médianes ne suffisent pas à caractériser les différentes orientations. Ainsi les exploitations de grandes cultures, l'élevage bovins et les exploitations en polyculture-élevage présentent des médianes de superficies relativement proches. Ce qui les distingue, c'est la dispersion beaucoup plus importante en grandes cultures et polyculture-élevage, notamment pour les exploitations de taille supérieure à la médiane.

En termes de superficie, les élevages porcins et ovins s'avèrent relativement proches en médiane comme en dispersion de superficie. Les exploitations spécialisées en volailles et lapins, à dominante hors-sol, présentent des superficies très faibles.

Parmi les cultures spéciales, l'arboriculture présente une médiane et une dispersion de superficie supérieures à celles des exploitations de maraîchage et les pépinières. Les exploitations viticoles sont atypiques : faible niveau de médiane et forte dispersion au-dessus de celle-ci.

GRAPHIQUE 5
DISPERSION DES TAILLES D'EXPLOITATION MESUREES EN HA EN 2012
PAR CATEGORIE DE RISQUE ACCIDENT - FRANCE METROPOLITAINE



Source : MSA

2 - LES CHEFS D'EXPLOITATIONS OU D'ENTREPRISE AGRICOLES

2.1 - En 2012, 484 000 chefs d'exploitation ou d'entreprise sont affiliés au régime agricole

Le nombre de chefs d'exploitation ou d'entreprise s'élève pour l'année 2012 à 484 000, en baisse de - 1,1 % par rapport à 2011. Cette baisse est plus faible que celle enregistrée l'année précédente (- 1,4 % par rapport à 2010) et s'inscrit globalement dans une tendance au ralentissement du rythme de la baisse démographique de la population des chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole observée depuis 2005 (tableau 2).

Depuis 2003, le recul du nombre de chefs est moins rapide, en moyenne, que celui du nombre d'exploitations du fait du développement des sociétés ayant plusieurs coexploitants.

La population des aides familiaux, comme celle des collaborateurs d'exploitation subit une baisse démographique d'une ampleur beaucoup plus forte, et qui ne se dément pas depuis dix ans. Ce sont des statuts qui tombent en désuétude, notamment auprès des jeunes générations.

TABLEAU 2
EVOLUTION ANNUELLE DE LA POPULATION DES CHEFS D'EXPLOITATION OU D'ENTREPRISE AGRICOLE
FRANCE METROPOLITAINE

TYPE D'ACTIF NON SALARIE AGRICOLE	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Nombre de chefs d'exploitation ou d'entreprise	564 355	561 394	547 114	534 891	523 119	513 615	505 106	496 354	489 218	483 815
Evolution	-	- 0,5 %	- 2,5%	- 2,2 %	- 2,2 %	- 1,8 %	- 1,7 %	- 1,7 %	- 1,4 %	- 1,1 %
Dont nombre de chefs d'exploitation	532 458	528 972	514 035	501 004	488 166	477 194	467 503	458 586	451 308	445 793
Evolution	-	- 0,7 %	- 2,8 %	- 2,5 %	- 2,6 %	- 2,2 %	- 2,0 %	- 1,9 %	- 1,6 %	- 1,2 %
Dont nombre de chefs d'entreprise	31 897	32 422	33 079	33 887	34 953	36 421	37 603	37 768	37 910	38 022
Evolution		1,6 %	2,0 %	2,4 %	3,1 %	4,2 %	3,2 %	0,4 %	0,4 %	0,3 %
Nombre d'aides familiaux	10 904	10 464	9 456	8 676	7 798	7 231	6 561	5 562	5 477	4 963
Evolution	-	- 4,0 %	- 9,6 %	- 8,2 %	- 10,1 %	- 7,3 %	- 9,3 %	- 15,2 %	- 1,5 %	- 9,4 %
Nombre de conjoints	88 966	82 478	75 595	67 642	60 882	55 179	49 804	46 780	43 968	41 324
Evolution	-	- 7,3 %	- 8,3 %	- 10,5%	- 10,0%	- 9,4 %	- 9,7 %	- 6,1 %	- 6,0 %	- 6,0 %

Source MSA, France hors DOM

Parmi les chefs d'entreprise agricole figurent, en 2012, 2 830 artisans ruraux, en baisse de - 9 % par rapport à 2011. Parmi ceux-ci, 113 ont en parallèle un statut de chefs d'exploitation agricole. Les 2 717 autres artisans, dit « exclusifs », qui ne cotisaient jusqu'à présent dans le régime agricole que dans la branche famille, cotiseront pour l'ensemble des branches au Régime social des indépendants (RSI) à partir du 1^{er} janvier 2014. Ils disparaîtront, en conséquence, des effectifs de chefs d'entreprise agricole dénombrés par le régime agricole.

En 2012, il y a eu 17 200 entrées dans le régime des non-salariés agricoles pour 22 600 sortants, soit un taux de remplacement des départs de 76 %, supérieur à celui de 2011 qui s'élevait à 71 %.

D'une année sur l'autre, peu de chefs changent d'activité dominante (classifiée selon les codes accident du travail), l'évolution des effectifs dans chaque secteur provient donc du différentiel entrants/sortants observé dans chacun des secteurs d'activité.

La baisse démographique est générale dans les secteurs d'activité traditionnelle de l'agriculture. Les effectifs de chefs d'exploitation reculent de - 0,4 % pour le secteur «Elevage hors-sol » à - 2,3 %, dans le secteur des « cultures spécialisées ». A l'inverse, les secteurs des entreprises de service, et particulièrement les centres équestres et les paysagistes voient leurs effectifs continuer de croître (tableau 3).

Concernant l'agriculture proprement dite, la structure des orientations se modifie suite aux crises économiques récentes ou à des évolutions structurelles de plus long terme :

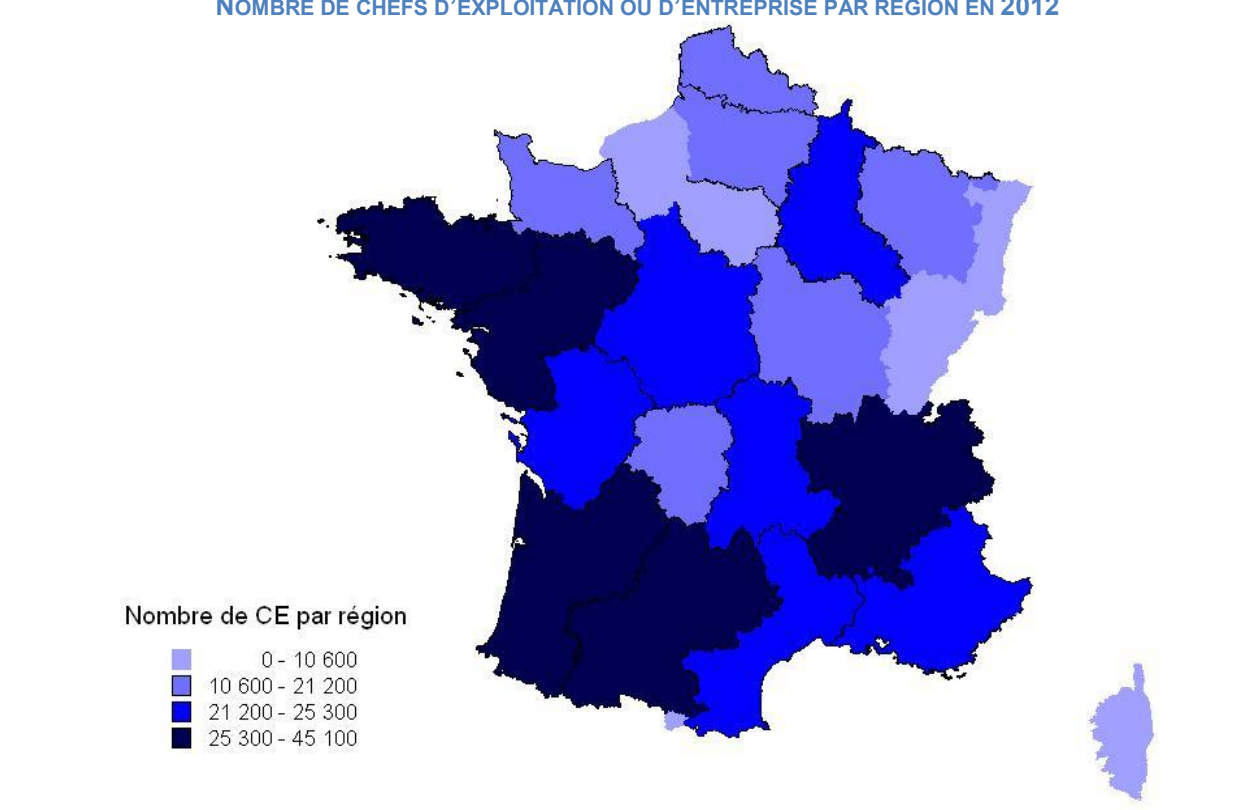
- ➔ un recul plus important du nombre d'exploitants en cultures spécialisées frappées par la concurrence européenne,
- ➔ un recul atténué du nombre d'exploitants en culture industrielle ou polyculture-élevage, ces filières, grâce aux hauts niveaux des prix, restant attractives pour les nouveaux installés,
- ➔ une concentration dans la filière lait, dont le nombre d'exploitants recule plus vite que la moyenne et un recul un peu moins marqué dans les exploitations orientées vers la production de viande.

TABLEAU 3
EVOLUTION DU NOMBRE DE CHEFS PAR GRAND SECTEUR D'ACTIVITE (CATEGORIE ATEXA)
ANNEE 2012 - FRANCE METROPOLITAINE

SECTEUR D'ACTIVITE	EFFECTIFS 2012	Écart entrants/sortants	Rapport écart/effectifs 2011
Cultures spécialisées	30 012	-704	-2,3%
Cultures céréalières et industrielles	83 359	-389	-0,5%
Viticulture	49 952	-1 134	-2,2%
Bovins lait et mixtes	103 128	-1 949	-1,9%
Bovins viande, ovins, caprins	80 407	-1 044	-1,3%
Élevage hors sol	25 056	-110	-0,4%
Équidés	12 362	410	3,4%
Polycultures, élevages	60 171	-608	-1,0%
ETA, paysagistes	34 675	364	1,1%
Autres	1 976	-7	-0,4%
Artisans ruraux exclusifs	2 717	-232	-7,9%
TOTAL	483 815	-5 403	-1,1%

Source : MSA

CAPTE 2

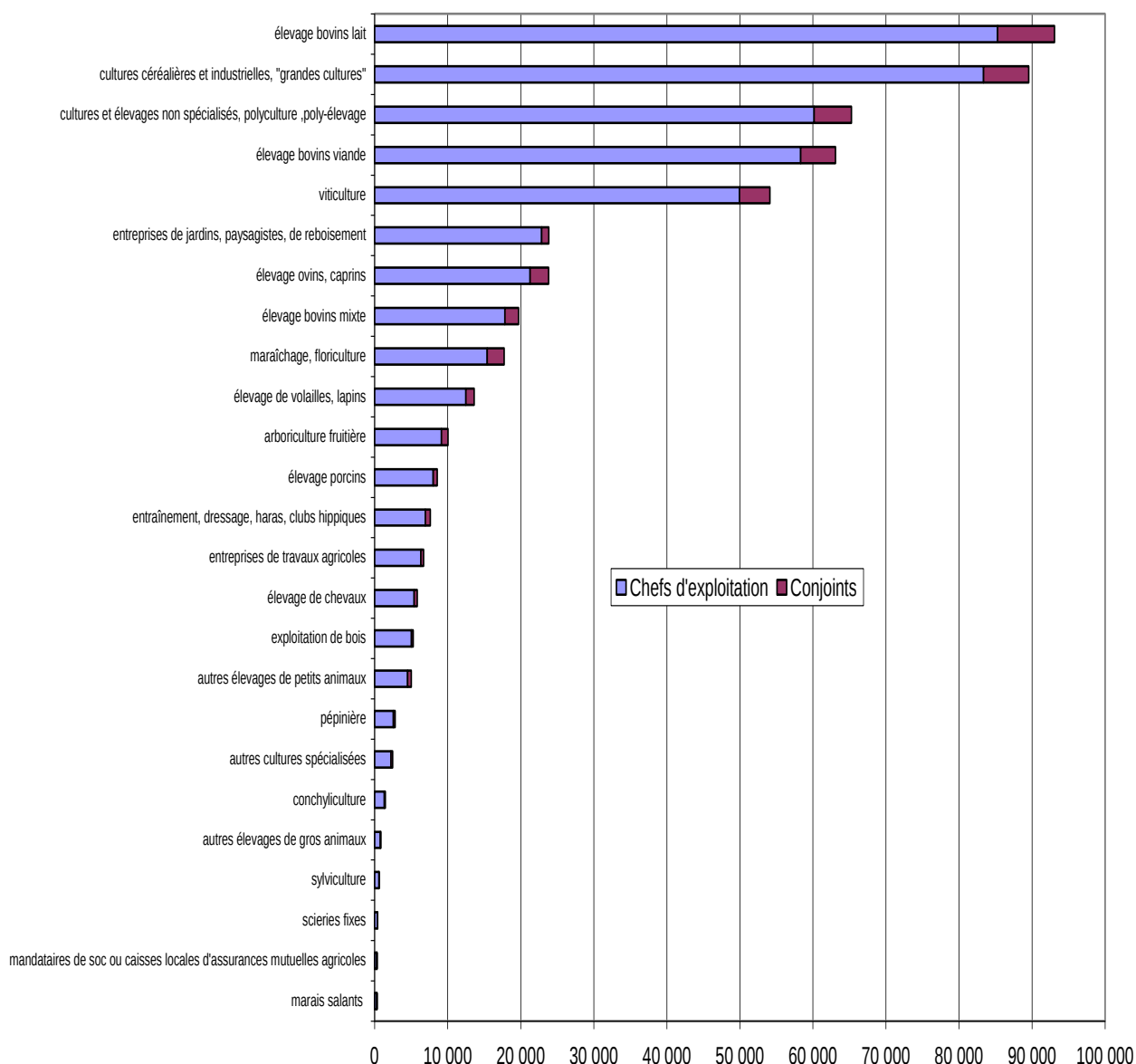


2.2 - L'élevage bovin lait est l'activité principale de 85 000 chefs d'exploitation

En 2012, portée par la présence de nombreuses formes sociétaires, la catégorie d'activité principale agricole exercée par le plus grand nombre de chefs d'exploitation reste « l'élevage bovin lait ». Ce secteur d'activité regroupe 85 000 chefs d'exploitation, soit 18 % de l'ensemble des chefs d'exploitation et d'entreprise agricole.

Puis se succèdent les catégories « cultures céréalières et industrielles » (83 000 chefs), « cultures et élevages non spécialisés » (60 000 chefs) et « élevage bovin viande » (58 000 chefs) (graphique 6).

GRAPHIQUE 6
EFFECTIFS DES CHEFS D'EXPLOITATION ET DE CONJOINTS DE CHEFS D'EXPLOITATION
OU D'ENTREPRISE SELON LA CATEGORIE DE RISQUE ATEXA EN 2012
FRANCE METROPOLITAINE²



Source : MSA

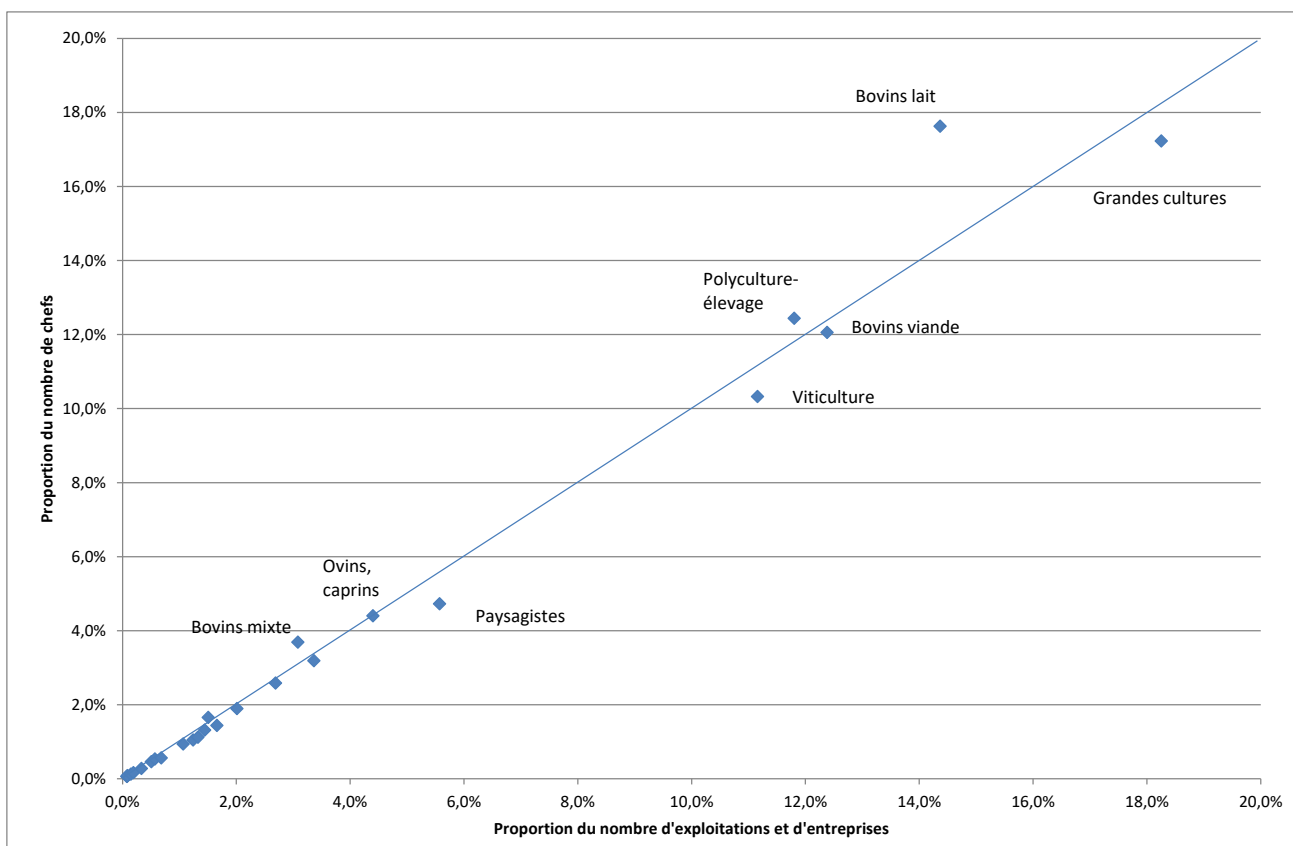
² Dans les départements d'Alsace-Moselle, dont les chefs ne sont pas couverts en accident du travail par l'Atexa, le code ATEXA a été reconstitué à l'aide du code APE (nomenclature NAF).

La comparaison des répartitions par secteur d'activité, des chefs et des exploitations ou entreprises montre qu'en général le poids d'un secteur en nombre de chefs est équivalent à celui en nombre d'exploitations ou d'entreprises (graphique 7).

Néanmoins, les secteurs Bovins-lait, Polyculture-élevage et Bovins mixtes, sont au-dessus de la diagonale d'équi-répartition. Cela marque le fait que dans ces secteurs les exploitations dirigées par plusieurs associés sont plus développées que dans les autres secteurs.

La situation est inverse dans les secteurs Grandes cultures, Viticulture et Paysagistes situés en dessous de la diagonale d'équi-répartition. Dans ces secteurs les exploitations et entreprises en nom personnel ou en sociétés unipersonnelles sont en proportion plus élevées que la moyenne.

GRAPHIQUE 7
COMPARAISON DES REPARTITIONS EN PROPORTION DE CHEFS D'EXPLOITATIONS
OU D'ENTREPRISES PAR CATEGORIE DE RISQUE ATEXA EN 2012



Source : MSA

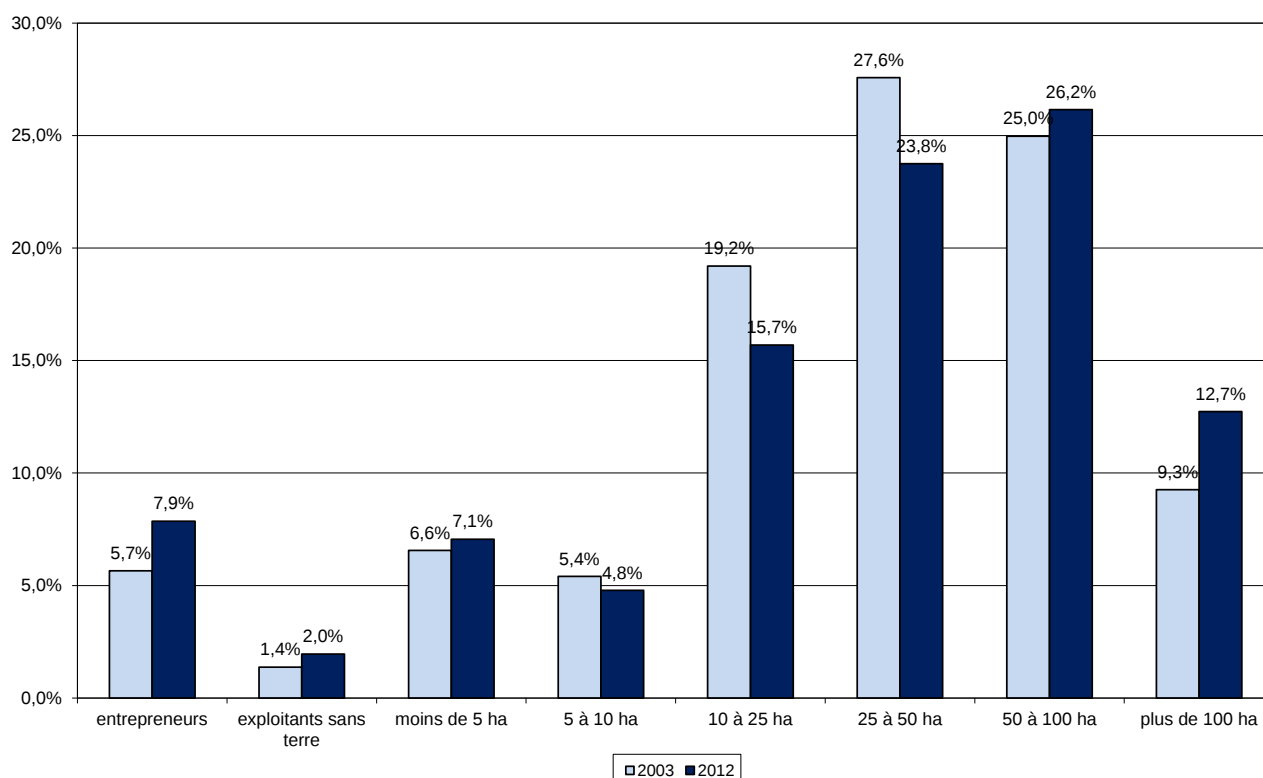
2.3 - La superficie agricole par exploitant poursuit sa croissance

La superficie moyenne par exploitant agricole, donc hors entrepreneurs, poursuit la progression observée ces dernières années, passant de 53,2 ha en 2011 à 53,7 ha en 2012.

L'évolution de la structure des superficies par exploitant depuis dix ans est marquée par une augmentation des entrepreneurs sans terres agricoles, des exploitants en hors sol sans terre, des exploitants disposant de très petites surfaces, et des exploitants mettant en valeur des surfaces supérieures à 50 ha (graphique 8).

A contrario, les exploitants mettant en valeur des superficies moyennes sont proportionnellement en recul dans la population, depuis 2003.

GRAPHIQUE 8
REPARTITION DES CHEFS D'EXPLOITATION OU D'ENTREPRISE AGRICOLE
SELON LA SUPERFICIE EXPLOITEE EN 2003 ET EN 2012 (EN %)
FRANCE METROPOLITAINE



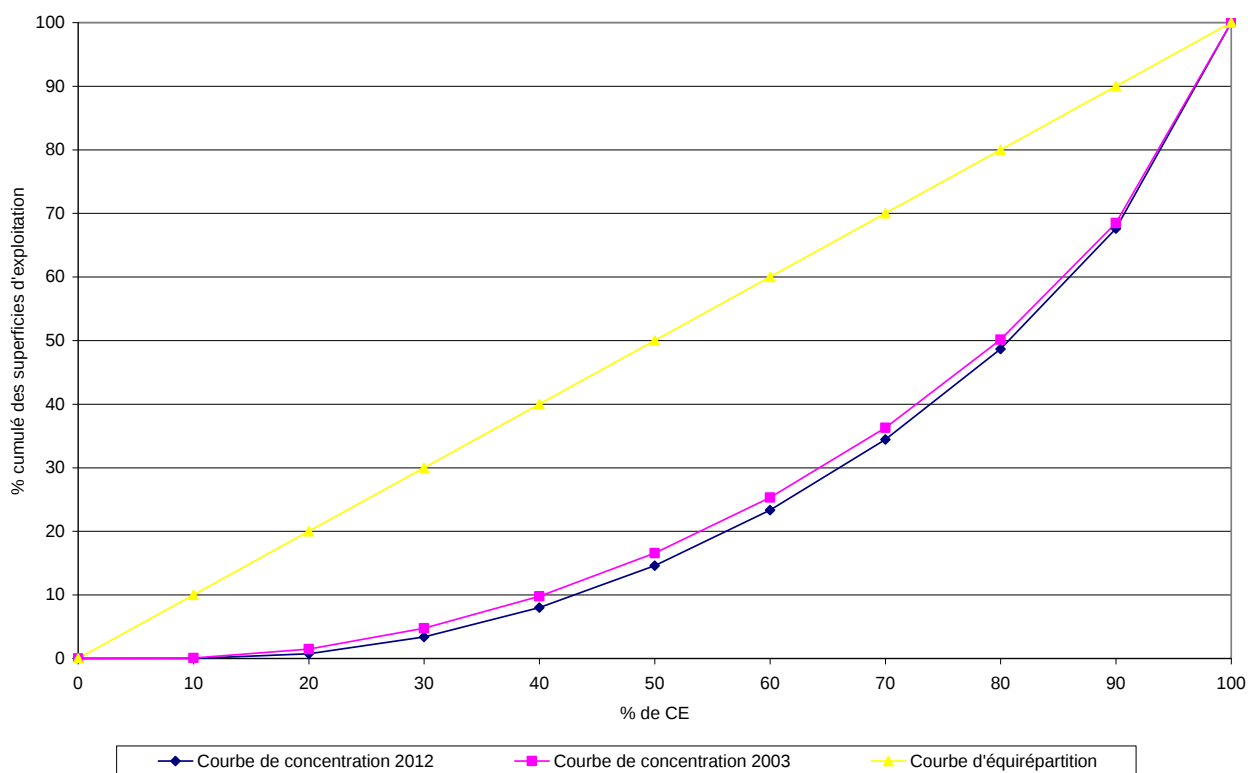
Source : MSA

La concentration des terres poursuit sa progression en 2012 pour les chefs d'exploitation, hors entrepreneurs (graphique 3) :

- ➔ 20 % des exploitants ayant les plus petites superficies se partagent un peu moins de 1 % de la superficie totale
- ➔ 60 % des exploitants occupent moins du quart de la superficie totale
- ➔ A l'inverse, 10 % des exploitants ayant les plus grandes superficies occupent 32 % de la superficie totale.

Le mouvement de concentration s'inscrit dans une dynamique qui ne montre pas de signe de ralentissement au cours des dernières années (graphique 9).

GRAPHIQUE 9
CONCENTRATION DES TERRES DES CHEFS D'EXPLOITATION EN 2003 ET 2012
(HORS ENTREPRENEURS)
FRANCE METROPOLITAINE



Source : MSA

3 - LES FEMMES NON SALARIEES DANS L'AGRICULTURE

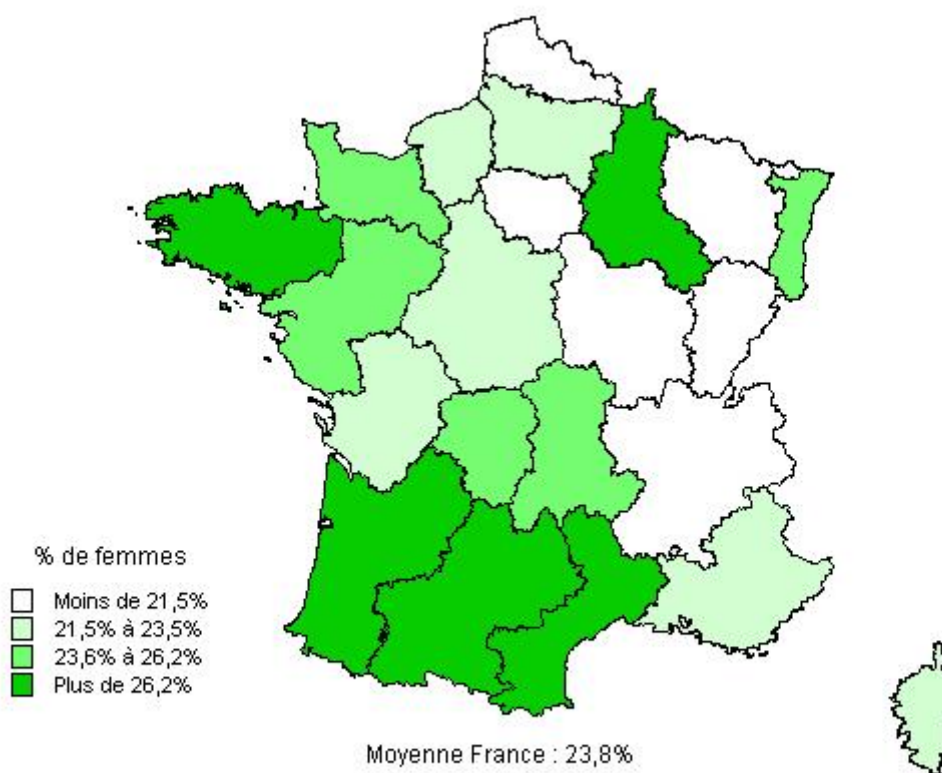
3.1 - En 2012, un quart des chefs d'exploitation ou d'entreprise sont des femmes

En 2012, 115 000 chefs d'exploitation ou d'entreprise sont des femmes, soit 24 % de l'ensemble. Cette proportion reste stable dans le temps.

La présence de femmes chefs (carte 3) est plus importante dans l'extrême ouest et le sud-ouest de la France (Bretagne, Aquitaine, Midi-Pyrénées et Languedoc Roussillon) et la région Champagne-Ardenne. A l'inverse, cette présence est plus faible dans la moitié Est du pays, à l'exception de l'Alsace.

L'âge moyen des femmes exerçant une activité de chef d'exploitation ou d'entreprise est de 51 ans alors qu'il est de 47 ans pour les hommes.

CARTE 3
PROPORTION DE FEMMES PARMI LES CHEFS D'EXPLOITATION
OU D'ENTREPRISE PAR REGION EN 2012



Source : MSA

3.2 - Le nombre de femmes ayant le statut de conjointes actives dans l'exploitation poursuit sa diminution

La population des conjoints actifs dans l'exploitation s'élève à 41 000 conjoints, quel que soit le genre, en 2012 ; ils étaient 44 000 en 2011, soit une diminution de - 7,0 %, stable par rapport à la baisse observée entre 2010 et 2011. Entre 2005 et 2009, le recul annuel moyen était d'un niveau plus élevé, proche de - 10 %.

Au sein de cette population, la part des femmes conjointes de chefs d'exploitation actives sur l'exploitation s'élève à 88 %, soient 36 200 conjointes. Elles étaient 38 600 en 2011, soit une diminution de 6,5 %.

4 - LA DEMOGRAPHIE

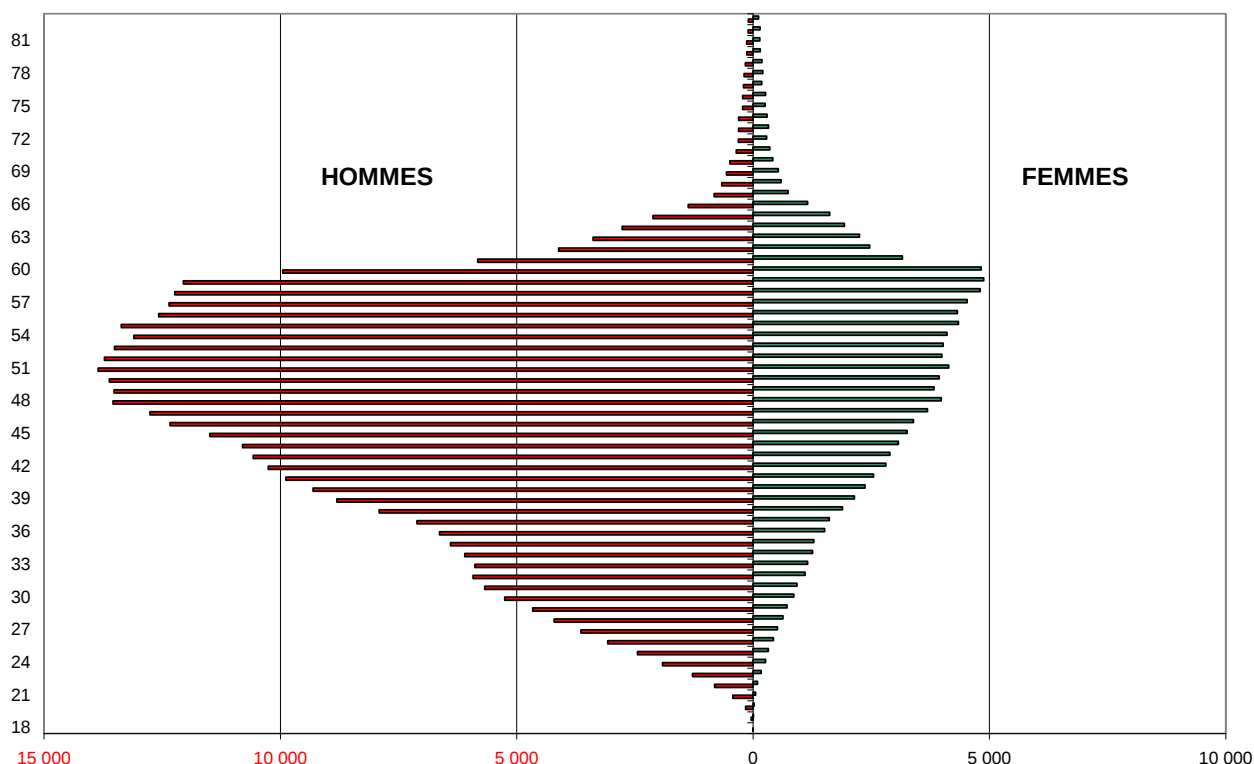
4.1 - L'âge moyen des chefs est de 48 ans

En 2012, l'âge moyen des chefs d'exploitation ou d'entreprise est de 48 ans. Il s'établit à 47 ans pour les chefs de sexe masculin. Les chefs de 50-54 ans représentent 18,4 % des effectifs et constituent la classe d'âge la plus fournie de cette population. Les chefs hommes de plus de 60 ans représentent 8,5 % de la population masculine.

Les femmes, nettement moins nombreuses, sont âgées en moyenne de 51 ans. La classe d'âge la plus représentée chez les femmes chefs est celle des 55-59 ans (20 % des effectifs). Les chefs femmes de plus de 60 ans représentent 19,2 % de la population féminine.

Les exploitants ou entrepreneurs dont l'âge est compris entre 40 et 60 ans concentrent les deux tiers des effectifs, aussi bien chez les hommes que chez les femmes (graphique 10).

GRAPHIQUE 10
PYRAMIDE DES AGES DES CHEFS D'EXPLOITATION OU D'ENTREPRISE EN 2012
FRANCE METROPOLITAINE



Source : MSA

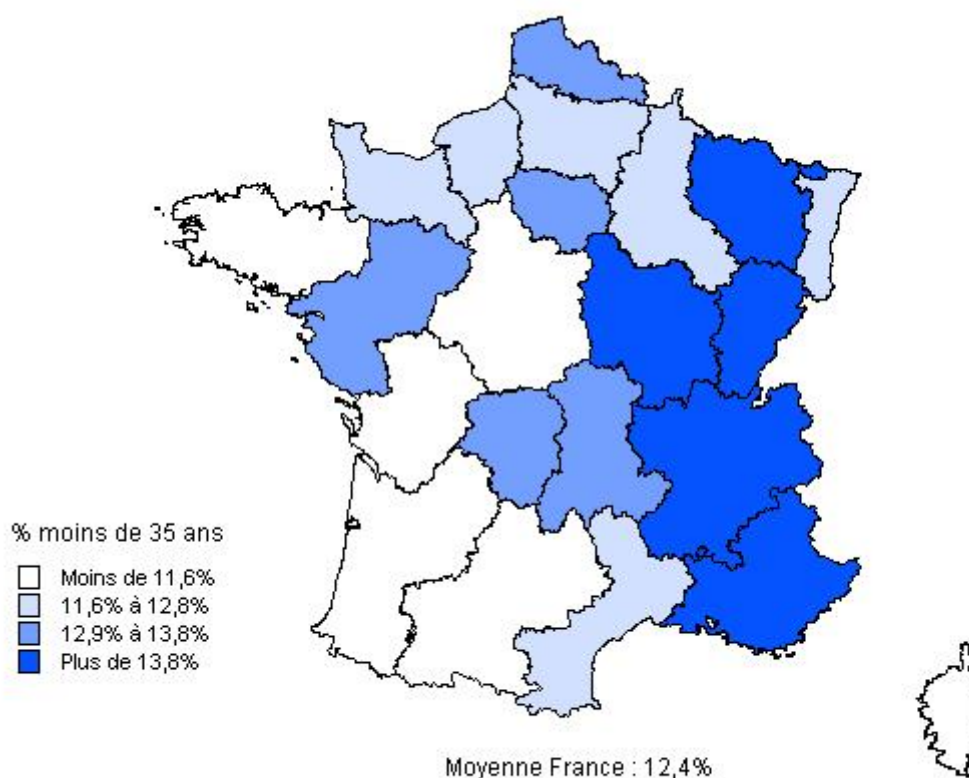
4.2 - Le nombre de chefs de moins de 35 ans poursuit sa baisse

Le nombre d'exploitants ou entrepreneurs de moins de 35 ans diminue par rapport à l'année 2011, s'inscrivant dans la tendance de l'année précédente. Au 1^{er} janvier 2012, ils sont 60 044 et représentent 12,4 % de l'ensemble de la population des chefs (61 020 en 2011 soit 12,5 % de la population). Leur poids dans la population totale des chefs reste proche de celui de l'année précédente.

L'Est de la France notamment la Lorraine, la Bourgogne, la Franche-Comté, le Rhône-Alpes, la Provence-Alpes-Côte d'Azur, est caractérisé par une présence de jeunes exploitants ou entrepreneurs de moins de 35 ans supérieure à la moyenne nationale (carte 4).

A contrario, dans toute la façade ouest, à l'exception des Pays-de-la-Loire, les jeunes exploitants ou entrepreneurs sont en proportion nettement inférieure à la moyenne nationale.

CARTE 4
PROPORTION D'EXPLOITANTS OU D'ENTREPRENEURS DE MOINS DE 35 ANS PAR REGION EN 2012



Source : MSA

4.3 - Les terres potentiellement libérables à l'horizon de cinq ans représentent 16 % de l'ensemble des terres

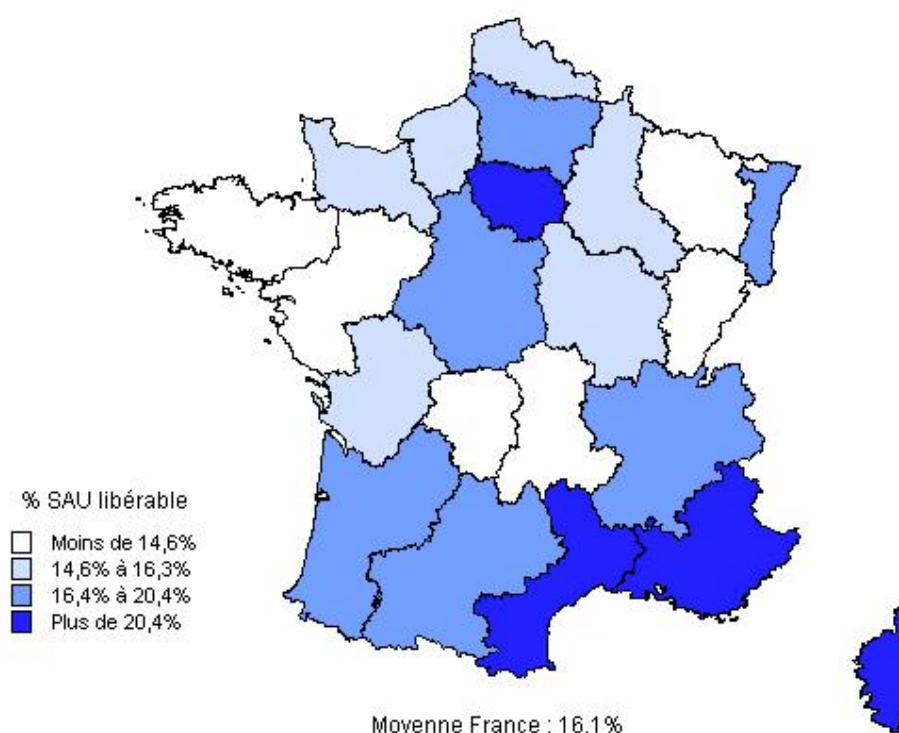
Les superficies de terres libérables sont estimées à partir des superficies des exploitations détenues par les exploitants de 56 ans et plus, ces derniers étant susceptibles de partir en retraite dans les 5 années à venir. La superficie possédée par ces exploitants, dite libérable, est de 5,5 millions d'hectares (ha), représentant 23 % des terres exploitées par des non-salariés agricoles.

Néanmoins, ces terres ne sont réellement libérables que si l'exploitant, âgé de plus de 56 ans, exploite seul, ou si l'ensemble des co-exploitants d'une entreprise sous forme sociétaire a plus de 56 ans. En effet, il y a une forte probabilité que lorsque une exploitation est co-dirigée par des chefs susceptibles de partir en retraite et par des chefs plus jeunes, les terres libérées resteraient dans les mains du ou des plus jeunes. Les exploitations co-dirigées par des chefs de plus et moins de 56 ans, mettent en valeur 1,7 million d'ha.

Sous l'hypothèse précédente, les terres réellement libérables représenteraient, en 2012, 3,8 millions d'ha, soit 16 % de la superficie totale.

Le poids des terres libérables est plus marqué sur le pourtour méditerranéen, et de manière générale au sud de la France. Au nord d'une ligne Bordeaux-Grenoble, ce poids est significativement plus faible, avec deux exceptions néanmoins : le bloc Picardie-Ile de France-Centre et l'Alsace (carte 5).

CARTE 5
PROPORTION DE TERRES REELLEMENT LIBERABLES D'ICI A CINQ ANS PAR REGION EN 2012



Source : MSA

5 - LES CHANGEMENTS STRUCTURELS

5.1 - L'entreprise sous forme sociétaire poursuit son essor

Bien qu'en augmentation régulière depuis 2003, la part des exploitations ou entreprises relevant du domaine non-salarié sous forme sociétaire est encore en 2012 minoritaire par rapport à celles en nom personnel (41 % de sociétés pour 59 % d'exploitations ou d'entreprises en nom personnel - tableau 4) Le nombre d'exploitation ou entreprise sous forme sociétaire en 2012 s'élève ainsi à 160 000 unités, elles-mêmes partagées entre 256 000 associés.

TABLEAU 4
EVOLUTION DES FORMES JURIDIQUES « SOCIETES » ET « NOM PERSONNEL »
DES ENTREPRISES AGRICOLES DE 2003 A 2012 – FRANCE METROPOLITAINE

Années	Nombre total d'exploitations ou d'entreprises relevant du domaine non-salarié agricole	Dont nombre d'exploitations ou d'entreprises sous forme sociétaire	Part du nombre d'exploitations ou d'entreprises en société	Dont nombre d'exploitations ou d'entreprises en nom personnel	Part du nombre d'exploitations ou d'entreprises en nom personnel
2003	466 038	131 421	28 %	334 617	72 %
2004	464 410	143 879	31 %	320 531	69 %
2005	449 041	146 730	33 %	302 311	67 %
2006	436 981	148 949	34 %	288 032	66 %
2007	425 905	146 805	34 %	279 100	66%
2008	416 900	149 632	36 %	267 268	64 %
2009	408 772	152 576	37 %	256 196	63 %
2010	399 979	155 212	39 %	244 767	61 %
2011	393 314	157 209	40 %	236 105	60 %
2012	387 646	159 699	41 %	227 947	59 %

Source : MSA

La part de chefs d'exploitation ou d'entreprise établis sur une société en nom personnel est de 47 % de la population, soit une baisse de un point par rapport à 2011. Cette forme juridique est donc maintenant minoritaire parmi les chefs, au profit des formes sociétaires (tableau 5).

Les 53 % restants de la population de chefs sont donc établis sur des entreprises constituées sous formes sociétaires et se décomposent comme suit : 17,5 % en groupements agricoles d'exploitation en commun (Gaec), 20,1 % en entreprises agricoles à responsabilité limitée (Earl) et 14,4 % en autres sociétés.

L'évolution est provoquée par deux dynamiques complémentaires :

- ➔ Parmi les chefs déjà présents en 2011, 4 400 sont passés d'une exploitation en nom personnel à une forme sociétaire, contre 1 200 ayant fait le chemin inverse.
- ➔ Parmi les entrants, 50 % sont sous forme sociétaire, contre 40 % chez les sortants.

TABLEAU 5
EVOLUTION DE LA FORME JURIDIQUE EN NOM PERSONNEL DE 2003 A 2012
FRANCE METROPOLITAINE

Années	Chefs d'exploitation ou d'entreprise en nom personnel	Total des chefs d'exploitation ou d'entreprise	Proportion de chefs en nom personnel
2003	334 694	564 110	59 %
2004	326 332	561 394	58 %
2005	307 373	547 114	56 %
2006	292 555	534 891	55 %
2007	279 101	523 119	53 %
2008	267 270	513 615	52 %
2009	256 196	505 106	51 %
2010	244 770	496 354	49 %
2011	236 108	489 218	48 %
2012	227 948	483 815	47 %

Source : MSA

La proportion de superficie d'exploitation relative aux exploitants et entrepreneurs établis en nom personnel est 40,6 %. Elle était de 41,9 % en 2011 et de 43,0 % en 2010 (tableau 6). A l'inverse c'est la superficie des exploitations ou entreprises sous forme d'EARL qui progresse pendant cette période. Ainsi, les superficies exploitées sous cette forme passent de 22,9 % de l'ensemble en 2010 à 24,3 % en 2012. L'autre forme juridique qui progresse est la pluralité d'entreprises qui recouvre près de 9 % de la superficie totale en 2012.

TABLEAU 6
EVOLUTION DE LA SUPERFICIE D'EXPLOITATION PAR FORME JURIDIQUE DE 2010 A 2012
FRANCE METROPOLITAINE

Forme juridique de l'exploitation	2012 Superficie d'exploitation en ha	Struc- ture en %	2011 Superficie d'exploitation en ha	Struc- ture en %	2010 Superficie d'exploitation en ha	Struc- ture en %
Entreprises en nom personnel	9 701 132	40,6%	10 061 526	41,9 %	10 397 623	43,0 %
Membre de GAEC	5 068 710	21,2%	5 030 149	20,9 %	5 069 903	21,0 %
Membre d'EARL	5 822 940	24,3%	5 677 582	23,6 %	5 536 639	22,9 %
Membre d'une SCEA	885 615	3,7%	832 325	3,5 %	815 421	3,4 %
Membre d'un GFA	14 261	0,1%	13 907	0,1 %	14 310	0,1 %
Membre d'une SA/SARL	94 995	0,4%	72 006	0,3 %	68 809	0,3 %
Membre d'une société de fait (y compris indivision)	112 186	0,5%	117 370	0,5 %	125 732	0,5 %
Membre d'une autre société	104 900	0,4%	102 734	0,4 %	105 698	0,4 %
Pluralité d'entreprises	2 116 556	8,8%	2 125 150	8,8 %	2 034 780	8,4 %
TOTAUX	23 921 295	100,0%	24 032 749	100,0 %	24 168 914	100,0 %

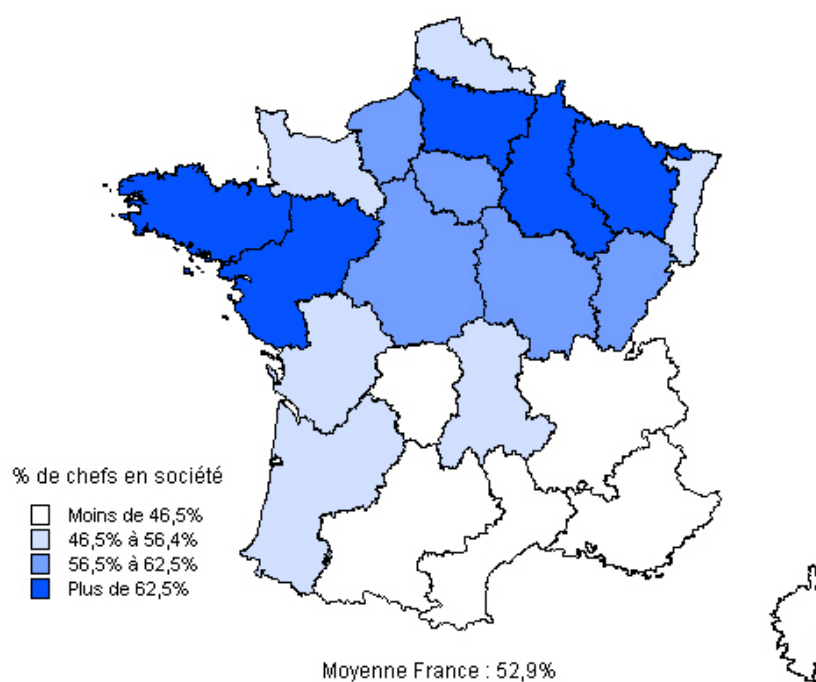
Source : MSA

Il existe une claire opposition Nord-Sud dans l'usage des formes sociétaires, qu'on l'examine sous l'angle des chefs ou des entreprises (cartes 6 et 7 page suivante).

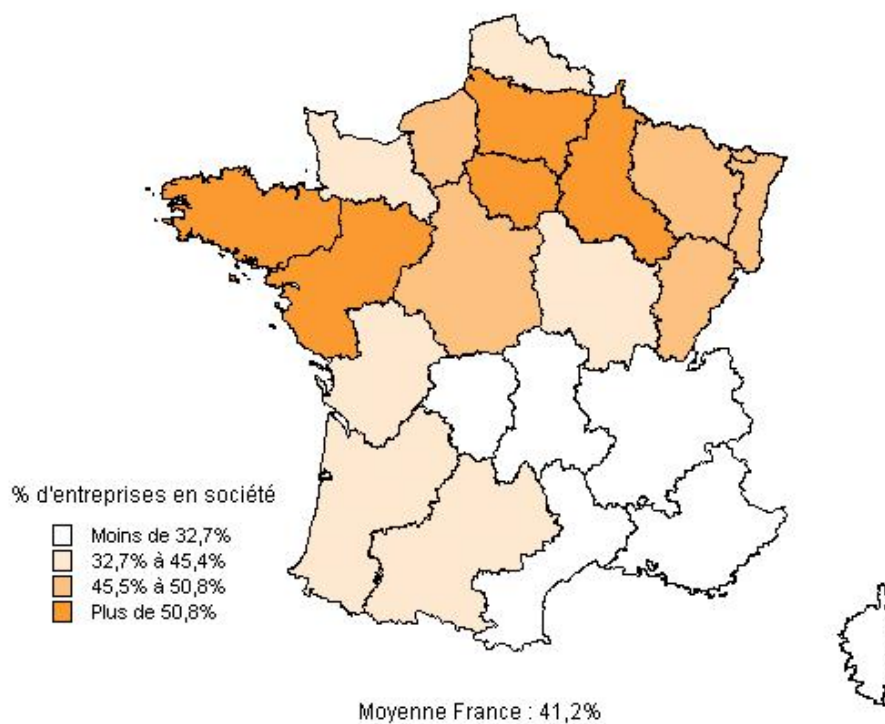
Au sud de la Loire, les exploitants et entrepreneurs en nom personnel restent largement majoritaires, notamment dans les régions du Limousin, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse dans lesquelles sont recensés plus 54 % de chefs en nom personnel.

Au nord de la Loire, les entrepreneurs et exploitants sous forme sociétaire sont largement dominants. Les entreprises sous forme sociétaire sont même majoritaires dans cinq régions : Bretagne, Pays-de-la-Loire, Ile de France, Picardie et Champagne-Ardenne.

CARTE 6
PROPORTION DES EXPLOITANTS SOUS FORME SOCIETAIRE PAR REGION EN 2012



CARTE 7
PROPORTION D'EXPLOITATIONS OU D'ENTREPRISES SOUS FORME SOCIETAIRE PAR REGION EN 2012



Source MSA

5.2 - Régime d'imposition : le nombre et la part des exploitants ou entrepreneurs imposés au réel poursuivent leur progression

En 2012, la part d'exploitants ou entrepreneurs imposés au réel continue d'augmenter, atteignant 76,7 % des effectifs, contre 75,7 % en 2011. Le nombre de chefs imposés au réel passe de 370 532 en 2011 à 370 873 en 2012, soit une quasi-stabilité. Cette stabilité fait suite à une très faible hausse entre 2010 et 2011 (+ 0,2 %).

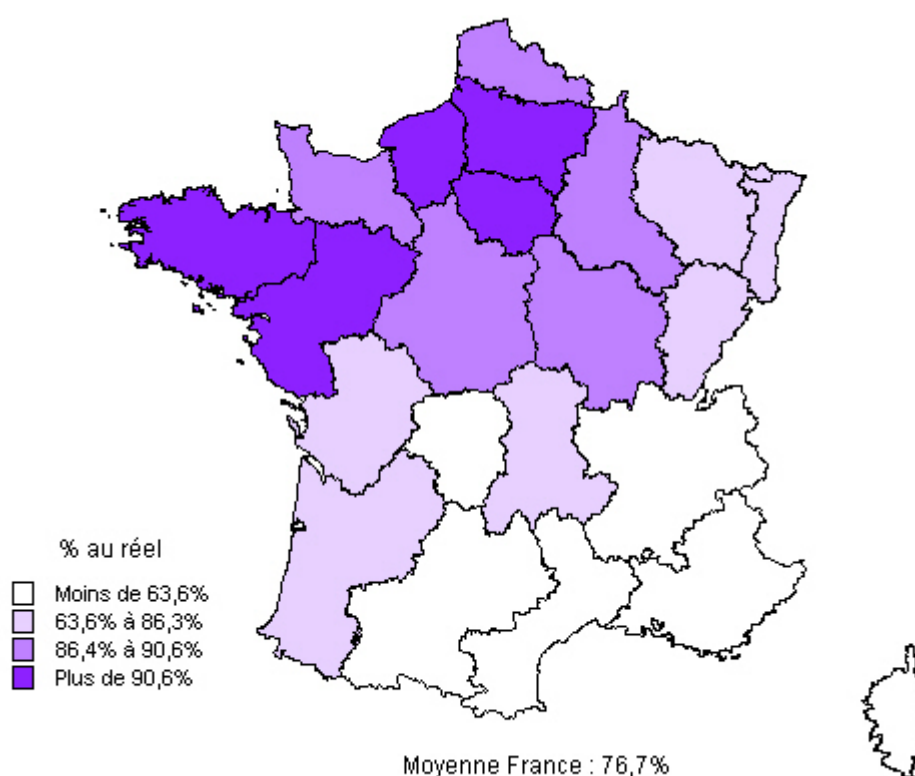
Cette évolution est nourrie par deux dynamiques complémentaires :

- ➔ Parmi les chefs déjà présents en 2011, 4 718 sont passés d'une imposition au forfait à une imposition au réel, contre 753 ayant fait le chemin inverse.
- ➔ Parmi les entrants, 70 % étaient au réel, contre 65 % chez les sortants.

Le nombre de chefs imposés au régime du forfait poursuit sa baisse. En 2012, ils sont 112 942 alors qu'ils étaient 118 686 en 2011, soit une diminution de -4,8 %.

Le fort contraste entre les régions du nord et du sud persiste avec une grande partie nord de la France très majoritairement imposée au réel (carte 8).

CARTE 8
PROPORTION DE CHEFS D'EXPLOITATION OU ENTREPRISE AU REEL PAR REGION EN 2012



Source : MSA

6 - LES ASSIETTES DE COTISATION ET LES REVENUS PROFESSIONNELS

6.1 - Hausse importante de l'assiette brute de cotisations

Les revenus agricoles déclarés au titre de l'année 2011 sont en forte hausse par rapport à ceux de l'année 2010 (voir chapitre 6.3). Les assiettes de cotisations des chefs ayant opté pour une cotisation sur les revenus de l'année précédente reflètent cette évolution. Néanmoins ceux-ci sont largement minoritaires, avec un peu moins de 17 % des chefs concernés.

Les chefs dont l'assiette de cotisations est calculée par la moyenne de revenu professionnel des trois années précédentes - soit pour l'assiette 2012, les revenus de 2009, 2010, 2011- représentent 83,4 % de la population.

Pour ceux-ci, couplée à la bonne tenue des revenus 2010, la conjoncture favorable de l'année 2011 permet de faire progresser l'assiette de cotisations. En effet, ils passent d'une assiette basée sur les années 2008-2009-2010 pour l'année 2011, à une assiette basée sur les années 2009-2010-2011 pour l'année 2012. Dans le calcul de la moyenne triennale, l'année de revenu 2011 remplace une année de revenu 2008, nettement inférieure. Ce qui mécaniquement conduit à une forte progression de l'assiette de cotisations des chefs en assiette triennale.

L'assiette brute sur laquelle sont appelées les cotisations sociales pour 2012 s'établit ainsi à 6,77 milliards d'euros contre 5,95 milliards d'euros en 2011, soit une hausse de + 14 % (graphique 11).

Cette hausse de l'assiette brute 2012 est la résultante d'une hausse de l'assiette des cotisants sur la moyenne triennale de 4,583 milliards d'euros en 2011 à 4,909 milliards d'euros en 2012 (soit une hausse de 7 %), complétée par l'évolution fortement positive de l'assiette des optants en assiette annuelle*, qui passe de 1,370 milliard d'euros en 2011 à 1,963 milliard d'euros en 2012 (soit une hausse de 43 %).

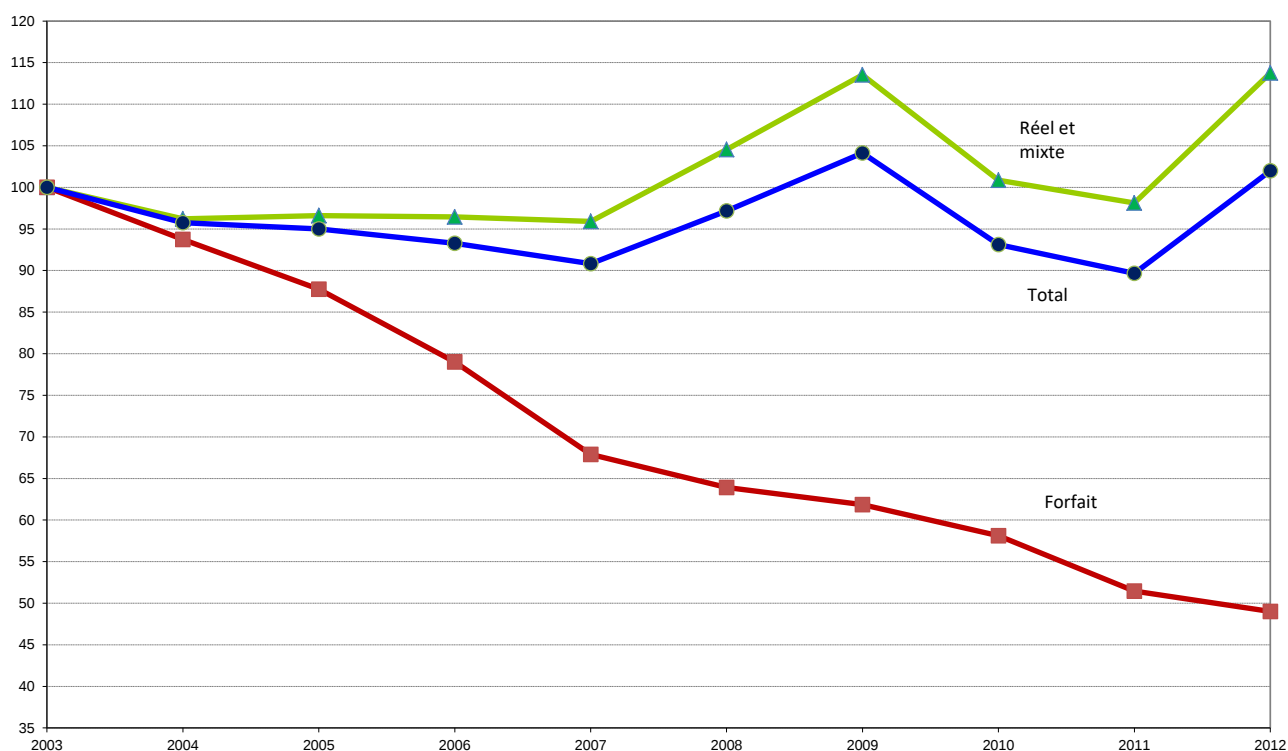
L'évolution de l'assiette brute totale est étroitement liée à l'assiette des exploitants au réel (graphique 8), compte tenu du poids de celle-ci au sein de l'assiette totale. Son évolution dépend aussi de la baisse continue des effectifs de chefs au forfait (graphique 12).

Le montant de l'assiette brute des chefs au réel représente 91,3 % de l'assiette brute de cotisations, soit 6,2 milliards d'euros en 2011. Ce montant d'assiette brute est en hausse de + 16 % par rapport à l'année 2010.

Le montant de l'assiette brute des exploitants au forfait continue à décroître passant de 620 millions d'euros en 2011 à 590 millions d'euros en 2012, soit une baisse de 4,8 %.

** La règle de droit commun en matière de calcul de l'assiette sociale est la moyenne triennale (moyenne arithmétique des revenus professionnels déclarés les 3 années précédentes). Toutefois, s'il en manifeste la volonté, tout exploitant peut « opter » de façon à ce que son assiette sociale soit égale uniquement à ses revenus professionnels de l'année précédente.*

GRAPHIQUE 11
EVOLUTION DES ASSIETTES DE COTISATIONS EN EUROS COURANTS
DES EXPLOITANTS OU ENTREPRENEURS AGRICOLES DE 2003 A 2012
INDICES BASE 100 EN 2003

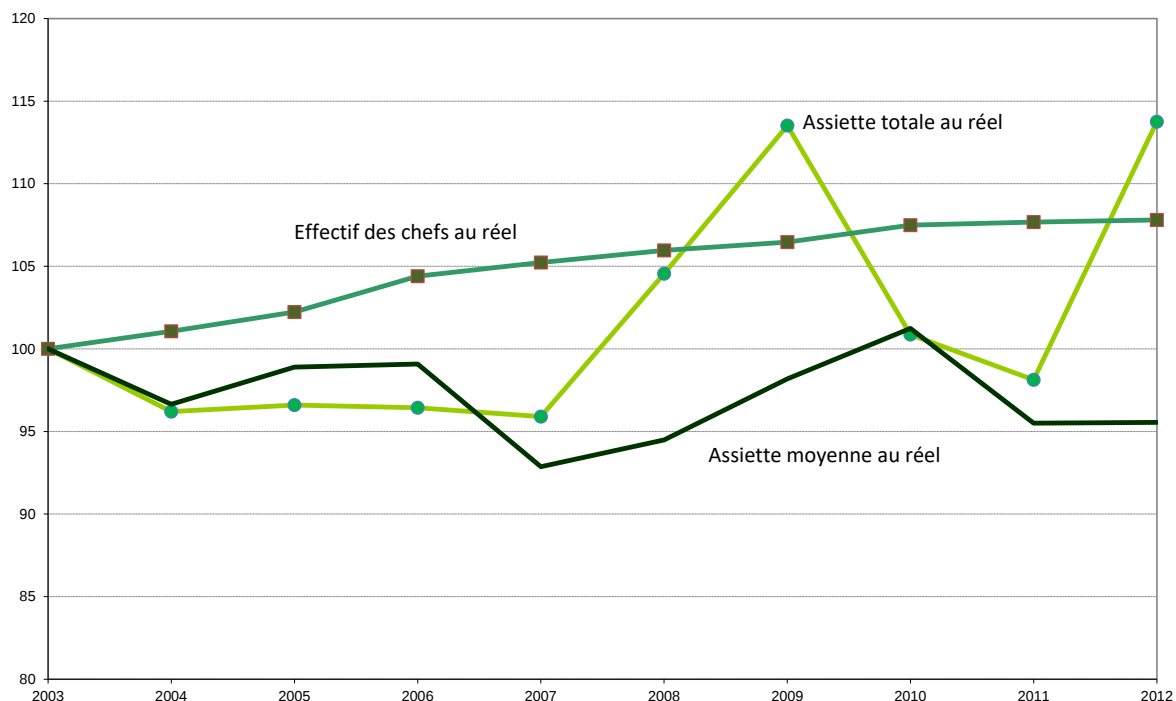


Source : MSA

L'assiette moyenne servant au calcul des cotisations sociales pour les chefs au réel augmente de + 16 % entre 2011 et 2012 passant de 14 390 € à 16 663 €. Entre 2010 et 2011, cette assiette moyenne avait diminué de - 2,9 % (graphique 12).

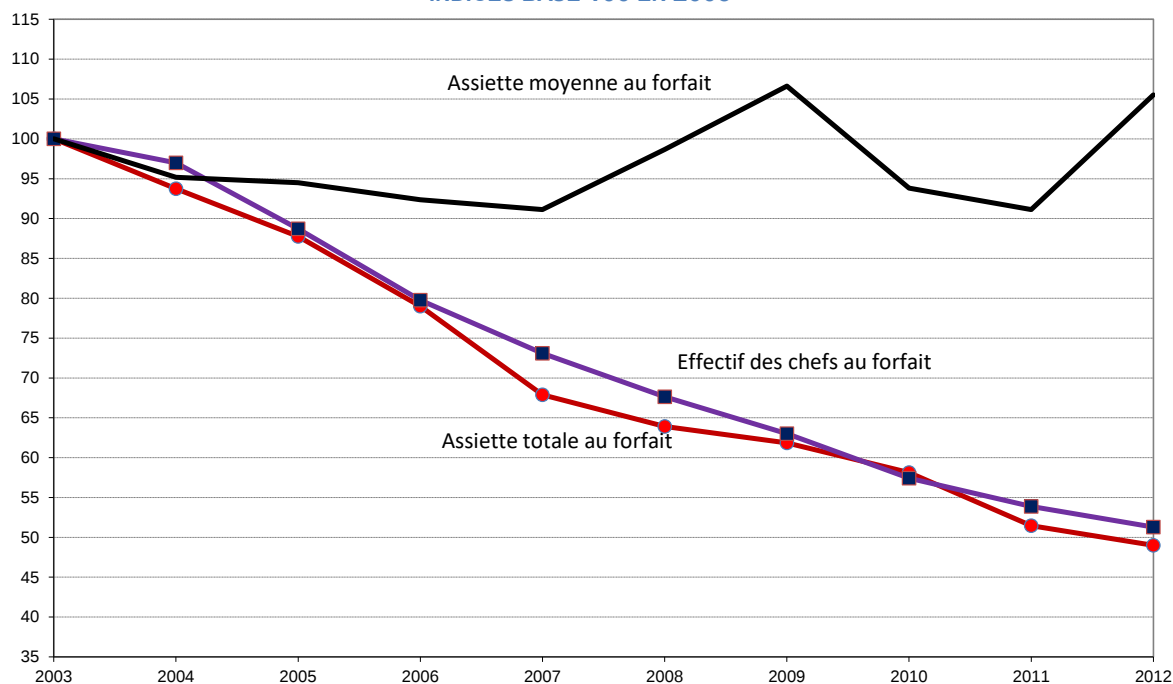
Celle des chefs imposés au forfait reste stable, après la forte diminution entre 2010 et 2011 (- 5,7 %). L'assiette brute moyenne des chefs au forfait s'établit à 5 228 € (graphique 13).

GRAPHIQUE 12
ÉVOLUTION DES EFFECTIFS, ASSIETTES BRUTES TOTALES ET MOYENNES
DES EXPLOITANTS AU REEL DE 2003 A 2012 -
INDICES BASE 100 EN 2003



Source : MSA

GRAPHIQUE 13
ÉVOLUTION DES EFFECTIFS, ASSIETTES BRUTES TOTALES ET MOYENNES
DES EXPLOITANTS AU FORFAIT DE 2003 A 2012
INDICES BASE 100 EN 2003



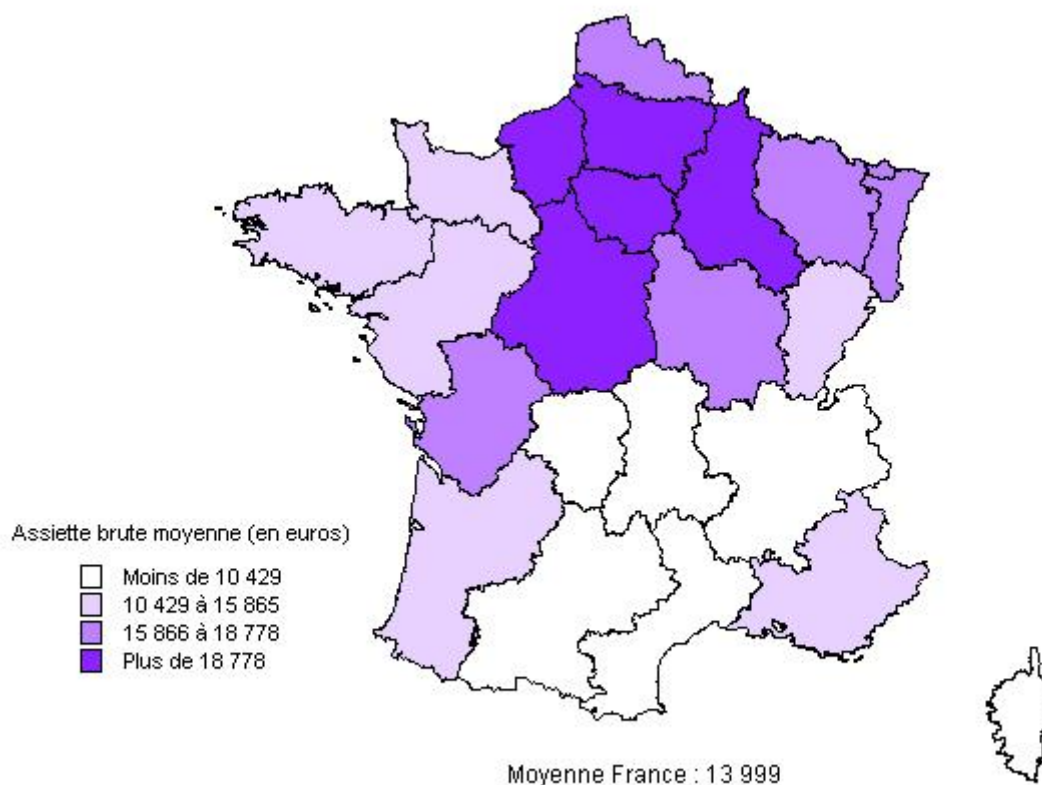
Source : MSA

6.2 - L'assiette brute moyenne est à nouveau en hausse

L'assiette brute moyenne nationale, qui était de 13 700 € en 2009, avait chuté de 9 % en 2010 pour s'établir à 12 500 €, puis reculé de nouveau en 2011 : 12 200 €. En 2012 l'assiette brute moyenne est à nouveau en croissance et s'établit à 14 000 €, en hausse de + 15 % par rapport à 2011.

La répartition des niveaux moyens d'assiette par région est influencée par les poids très différents des populations de chefs au réel dans chacune des régions. Le nombre important de chefs au forfait dans le sud de la France tire les assiettes moyennes vers le bas dans cette partie de l'hexagone (carte 9).

CARTE 9
ASSIETTE BRUTE MOYENNE PAR REGION EN 2012



Source : MSA

En 2011, comme en 2010, il avait été observé une concentration des effectifs sur les assiettes inférieures à 800 SMIC au détriment des tranches supérieures. L'année 2012 est en rupture totale avec ce phénomène, avec une hausse très importante du nombre de chefs possédant une assiette brute supérieure à 1 820 SMIC (tableau 7).

TABLEAU 7
REPARTITION DES EFFECTIFS PAR TRANCHE D'ASSIETTE EN 2011 ET 2012

TRANCHE d'assiette	EFFECTIFS 2011	Structure en %	EFFECTIFS 2012	Structure en %	Évolution 2012/2011
Inférieure à 600 SMIC (Assiette minimum vieillesse plafonnée AVA)	193 853	39,6 %	179 313	37,1 %	- 7,5 %
Entre 600 et 800 SMIC (Assiette minimum maladie)	42 634	8,7 %	40 423	8,4 %	- 5,2 %
Entre 800 et 1 820 SMIC (Assiette minimum RCO)	143 343	29,3 %	140 726	29,1 %	- 1,8 %
Supérieure à 1 820 SMIC	109 388	22,4 %	123 353	25,5 %	+ 12,8 %
TOTAL	489 218	100,0 %	483 815	100,0 %	- 1,1 %

Source : MSA

Remarque : les tranches présentées dans ce tableau correspondent aux différents seuils qui s'appliquent aux cotisations des chefs d'exploitation en fonction de la branche de Sécurité sociale concernée,

- ➔ 600 smic : assiette minimale pour valider une année au titre des cotisations vieillesse.
- ➔ 800 smic : assiette minimale de la cotisation en assurance maladie.
- ➔ 1820 smic : assiette minimale pour valider 100 points au titre de la retraite complémentaire obligatoire (RCO) des exploitants agricoles.

6.3 - Poursuite de la hausse du revenu professionnel en 2011 chez les chefs au réel

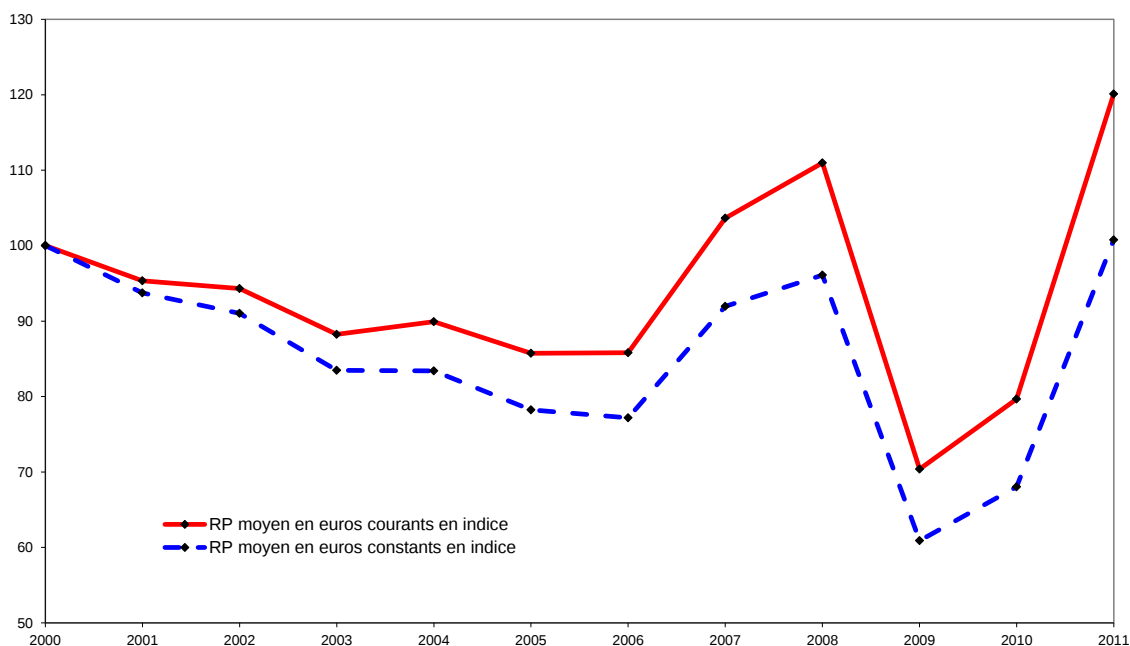
Au sein des paragraphes 5.1 et 5.2, l'analyse portait sur les assiettes de cotisations 2012. Ces assiettes qui servent donc à l'émission des cotisations 2012 peuvent être constituées, soit du revenu 2011, soit de la moyenne triennale des revenus des années 2009, 2010 et 2011. Ces assiettes, lorsqu'elles sont négatives, sont portées à zéro. Dans la présente section, on s'attachera à analyser les revenus professionnels des exploitants au réel, qui servent à calculer leurs assiettes de cotisation. Les revenus professionnels peuvent être négatifs, en cas de déficit.

En tendance baissière sur la période 2000 - 2006 (à l'exception de la légère hausse de 2004 et de la stabilisation observée en 2006), le revenu professionnel moyen chez les exploitants au réel a fortement progressé en 2007 et 2008 (graphique 14). Puis en 2009, on assiste à un effondrement du revenu professionnel faisant de ce millésime le plus bas niveau de revenu depuis 2003. Le revenu professionnel se redresse modérément en 2010, puis très fortement en 2011. Depuis 2006, se sont développées des fluctuations totalement erratiques du revenu agricole, reflétant la mondialisation des prix agricoles, et la croissance de l'influence des facteurs spéculatifs sur les marchés des matières premières agricoles.

Ainsi, le revenu professionnel moyen est de 20 100 € en 2011, après 13 300 € en 2010, 11 800 € en 2009 et 18 600 € en 2008. Le revenu professionnel moyen est à son plus haut niveau depuis 2003, en euros courants. Néanmoins, en tenant compte de l'inflation subie sur la période, le revenu professionnel moyen en euros constants est tout juste équivalent à celui de 2003.

Les revenus professionnels soumis à cotisation sociale sont attachés à une année en fonction de la date de clôture de l'exercice fiscal de l'exploitant. En agriculture, 55 % des chefs d'exploitations ou d'entreprise ont une clôture comptable au deuxième semestre de l'année, et 45 % entre le 1^{er} janvier et le 30 juin. Ainsi, les revenus professionnels d'une année sont représentatifs, pour moitié du contexte économique de l'année, et pour moitié représentatifs du contexte économique de l'année précédente.

GRAPHIQUE 14
EVOLUTION DU REVENU PROFESSIONNEL MOYEN DES EXPLOITANTS AU REEL
DE 2000 A 2011 - INDICES BASE 100 EN 2000



Source : MSA

6.4 - Maintien de la population d'optants sur une assiette annuelle

La faiblesse du revenu agricole moyen 2009 avait conduit certains chefs, qui avaient une assiette basée sur la moyenne triennale des revenus en 2009, à opter pour une assiette annuelle en 2010, avec obligation de maintien de cette option pour une période de cinq ans. Cela leur permettait de retranscrire entièrement la baisse des revenus enregistrée dans l'assiette de cotisations. Ainsi, la part des optants entre 2009 et 2010 était passée de 13,9 % à 16,6 %, puis stabilisée en 2011.

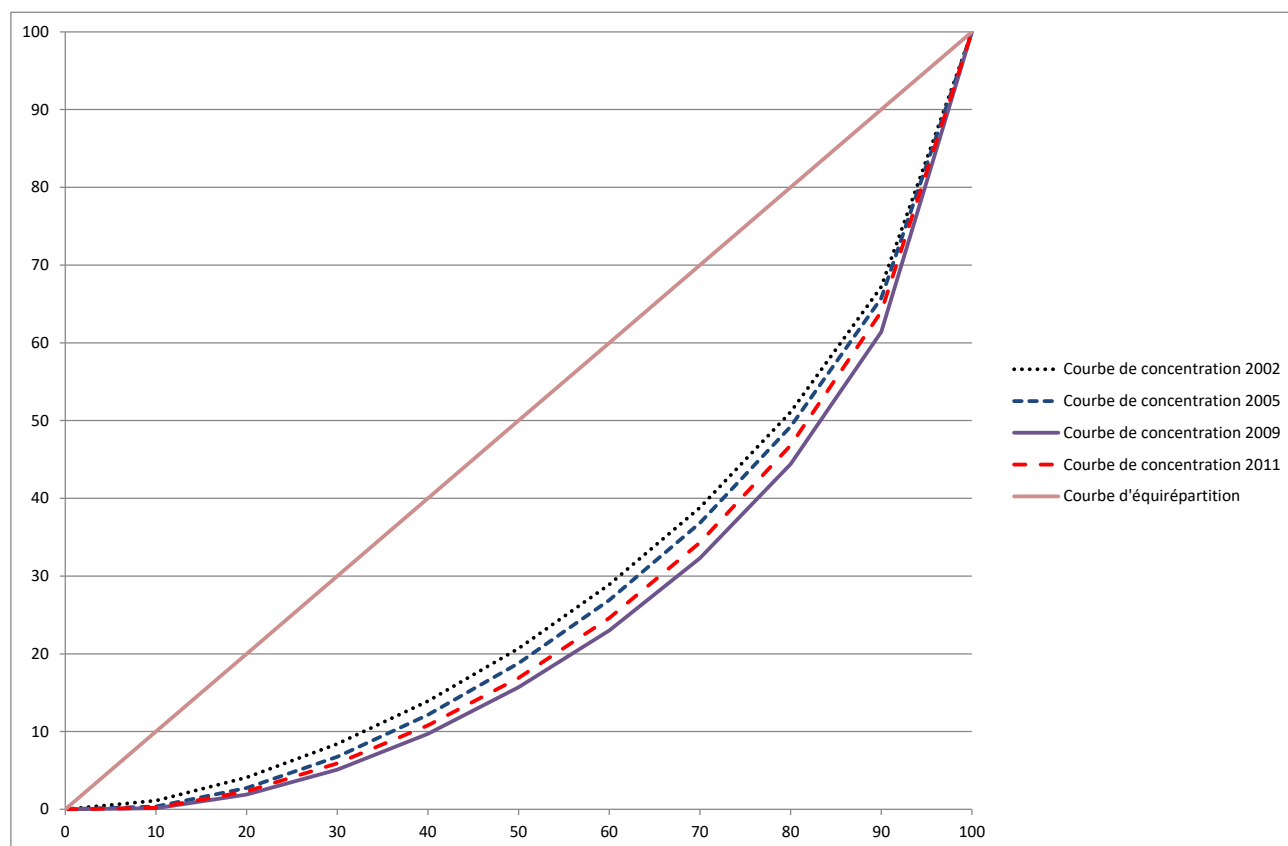
En 2012, le pourcentage de chefs en option annuelle a légèrement diminué : 16,2 %.

6.5 - La concentration des revenus a diminué en 2011

De 2002 à 2009, la concentration des revenus professionnels des chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole s'est accrue, la courbe de concentration se creusant progressivement (GRAPHIQUE 15). En 2011, la concentration des revenus a reculée. Néanmoins, la répartition des revenus reste très inégalitaire :

- ➔ 20 % des chefs, percevant les plus faibles revenus, se partagent 2,3 % du revenu professionnel au réel.
- ➔ 60 % des chefs perçoivent 24,6 % du revenu professionnel au réel.
- ➔ A l'inverse, 10 % des chefs, percevant les plus hauts revenus, disposent de 36 % du revenu professionnel au réel.

GRAPHIQUE 15
COURBES DE CONCENTRATION DES REVENUS DES EXPLOITANTS AU REEL ENTRE 2002 ET 2011
FRANCE METROPOLITAINE



Source : MSA

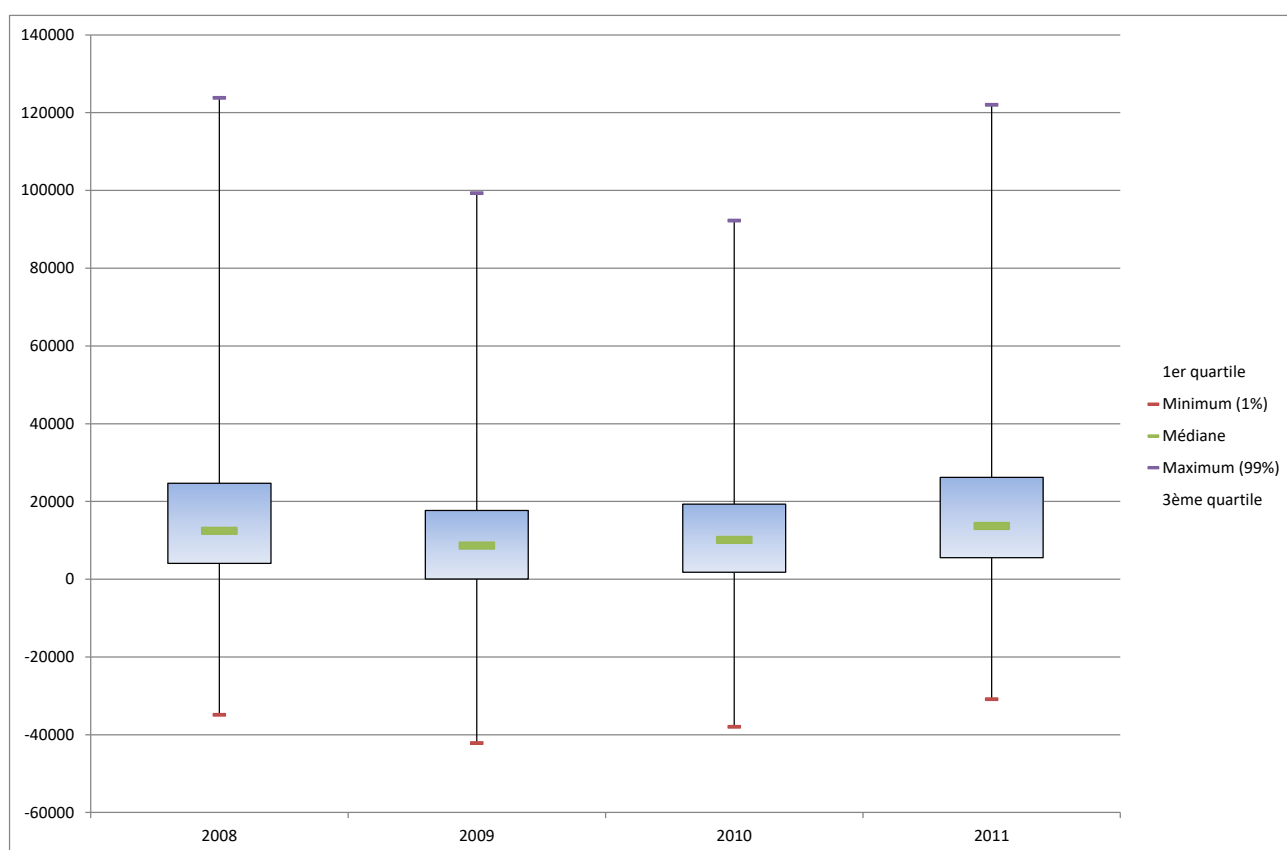
6.6 - La médiane et la dispersion du revenu professionnel 2011 sont très proches de celles du revenu 2008

Les revenus professionnels des chefs au réel ont connu des variations très importantes entre 2008 et 2011, quatre dernières années de revenu connues (graphique 16).

L'année 2009 est ainsi l'année lors de laquelle les revenus sont les plus faibles pour tous les indicateurs : médiane, premier et troisième quartile, minimum et maximum. Les années 2008 et 2011 sont très proches non seulement pour leurs médianes de revenus, mais aussi pour leurs dispersions de revenus.

Lors des années de plus faibles revenus, 2009 et 2010, les dispersions de revenus sont moins fortes que lors des deux années à revenus plus élevés.

GRAPHIQUE 16
MEDIANES ET DISPERSION DU REVENU PROFESSIONNEL DES EXPLOITANTS AU REEL DE 2008 A 2011
FRANCE METROPOLITAINE



Source : MSA

6.7 - La médiane du revenu professionnel 2011 varie de 0 à 24 000 € selon les secteurs de production

La médiane des revenus professionnels au réel est la plus élevée dans le secteur « Grandes cultures », c'est aussi dans ce secteur que les revenus sont les plus dispersés autour de la médiane, et le revenu maximum (hors les 1 % les plus élevés) le plus élevé (graphique 17).

Trois secteurs possèdent des médianes de revenus professionnels autour de 16 000 € : Viticulture, Elevage porcin et Polyculture-Elevage. La dispersion des revenus est très forte en Viticulture et moyennement élevées dans les deux autres secteurs.

Deux secteurs possèdent des médianes de revenus professionnels autour de 14 000 € : Bovins-lait et Elevage de volailles-lapins, avec des dispersions assez faibles.

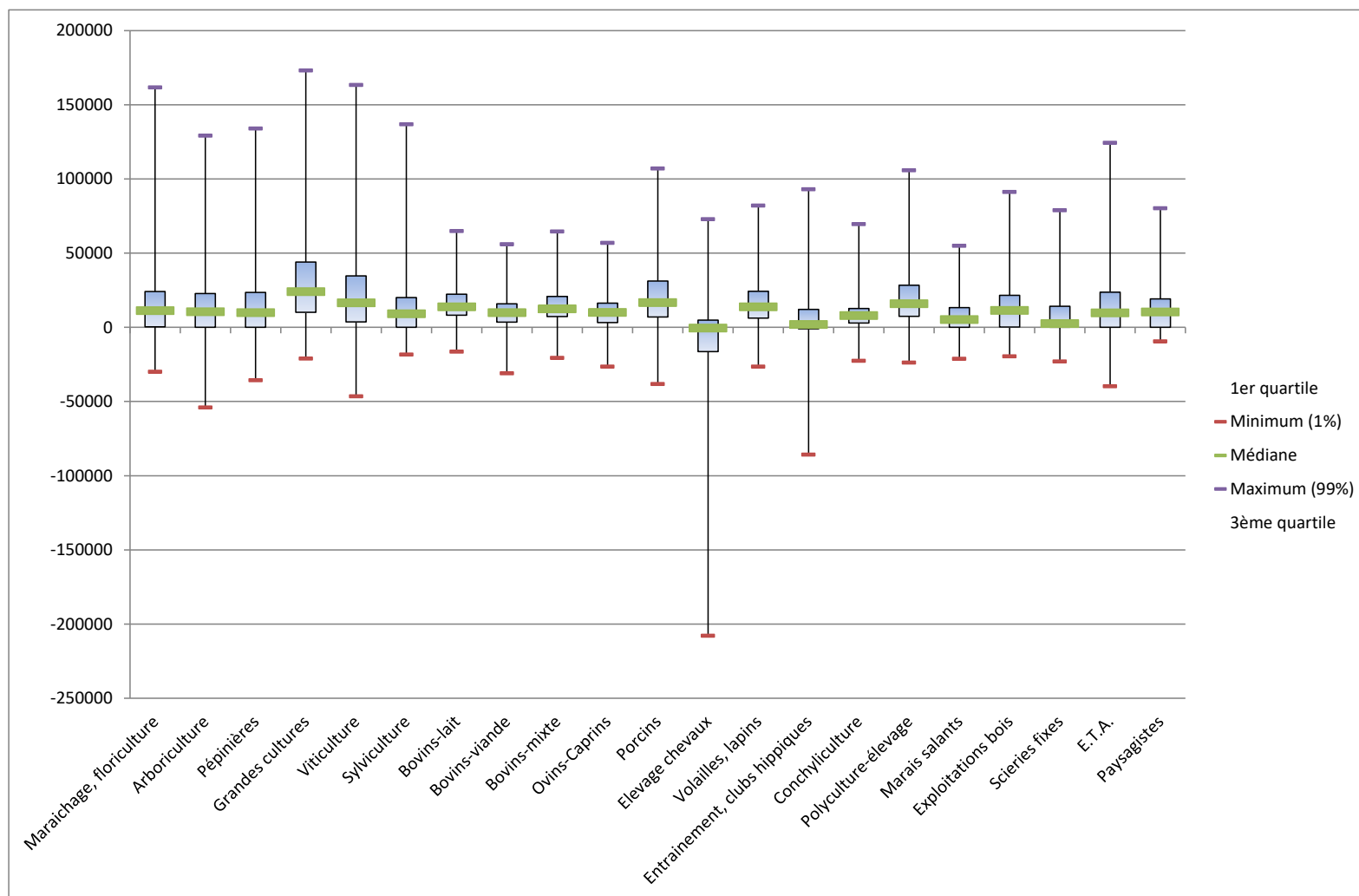
Les autres élevages génèrent des revenus plus faibles et assez proches de 10 000 €, avec des faibles dispersions.

Les revenus dans les cultures spécialisées ont des médianes proches des 10 000 €, avec de très fortes dispersions, à l'exception de la sylviculture.

Les entreprises de service ont des médianes de revenus inférieures à 10 000 €, avec des dispersions assez faibles, à l'exception notable des ETA.

La filière cheval, élevages comme centres équestres et d'entraînement a les niveaux de revenus les plus bas, avec une dispersion élevée uniquement dans les élevages, et des revenus minima (hors les 1 % les plus faibles) très bas.

GRAPHIQUE 17
MEDIANES ET DISPERSION DES REVENUS DES EXPLOITANTS AU REEL PAR CATEGORIE ATEXA EN 2011 - FRANCE METROPOLITAINE



Source : MSA

Liste des cartes

Carte 1	Nombre d'exploitations ou d'entreprises agricoles par région en 2012.....	11
Carte 2	Nombre de chefs d'exploitation ou d'entreprise par région en 2012.....	19
Carte 3	Proportion de femmes parmi les chefs d'exploitation ou d'entreprise par région en 2012	24
Carte 4	Proportion d'exploitants ou d'entrepreneurs de moins de 35 ans par région en 2012	26
Carte 5	Proportion de terres réellement libérables d'ici à cinq ans par région en 2012.....	27
Carte 6	Proportion des chefs exploitants sous forme sociétaire par région en 2012.....	31
Carte 7	Proportion d'exploitations ou d'entreprises sous forme sociétaire par région en 2012	31
Carte 8	Proportion de chefs d'exploitation ou d'entreprise au réel par région en 2012	32
Carte 9	Assiette brute moyenne par région en 2012.....	36

Liste des graphiques

Graphique 1	Effectifs des exploitations ou entreprises agricoles selon la catégorie de risque Atexa en 2012	12
Graphique 2	Répartition des exploitations ou d'entreprises selon la superficie exploitée en 2003 et en 2012 (en pourcentage)	13
Graphique 3	Concentration des terres par exploitation agricole en 2003 et 2012	14
Graphique 4	Dispersion des tailles d'exploitations agricoles mesurées en ha en 2013 et 2012	15
Graphique 5	Dispersion des tailles d'exploitation mesurées en ha en 2012 par catégorie de risque Atexa.....	16
Graphique 6	Effectifs des chefs d'exploitation et de conjoints de chefs d'exploitation ou d'entreprise selon la catégorie de risque Atexa en 2012	20

Graphique 7	Comparaison des répartitions en proportion de chefs d'exploitations ou d'entreprises par catégorie de risque Atexa en 2012.....	21
Graphique 8	Répartition des chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole selon la superficie exploitée en 2003 et en 2012.....	22
Graphique 9	Concentration des terres des chefs d'exploitation en 2003 et 2012 (hors entrepreneurs) France métropolitaine	23
Graphique 10	Pyramide des âges des chefs d'exploitation ou d'entreprise en 2012 - France métropolitaine	25
Graphique 11	Evolution des assiettes de cotisations en euros courants des exploitants ou entrepreneurs agricoles de 2003 à 2012 - indices base 100 en 2003.....	34
Graphique 12	Évolution des effectifs, assiettes brutes totales et moyennes des exploitants au réel de 2003 à 2012 - Indices base 100 en 2003	35
Graphique 13	Evolution des effectifs, assiettes brutes totales et moyennes des exploitants au forfait de 2003 à 2012 indices base 100 en 2003.....	35
Graphique 14	Evolution du revenu professionnel moyen des exploitants au réel de 2003 à 2012 - indices base 100 en 2003	38
Graphique 15	Courbes de concentration des revenus des exploitants au réel entre 2002 et 2011	39
Graphique 16	Médianes et dispersion du revenu professionnel des exploitants au réel de 2008 à 2011	40
Graphique 17	Médianes et dispersion des revenus des exploitants au réel par catégorie Atexa en 2011.....	42

Liste des tableaux

Tableau 1	Evolution annuelle du nombre d'exploitations ou d'entreprises agricoles dirigées par un non-salarié agricole.....	10
Tableau 2	Evolution annuelle de la population des chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole	17
Tableau 3	Evolution du nombre de chefs par grand secteur d'activité (catégorie Atexa) année 2012	18

Tableau 4	Evolution des formes juridiques « sociétés » et « nom personnel » des entreprises agricoles de 2003 à 2012.....	28
Tableau 5	Evolution de la forme juridique en nom personnel de 2003 à 2012 - France	29
Tableau 6	Evolution de la superficie d'exploitation par forme juridique de 2010 à 2012	30
Tableau 7	Répartition des effectifs par tranche d'assiette en 2011 et 2012.....	37

ANNEXE

Chiffres clés des chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole en 2012

▪ 484 000 chefs au 1^{er} janvier 2012 • Dont 446 000 chefs d'exploitation • Dont 38 000 chefs d'entreprise ▪ 388 000 exploitations ou entreprises ▪ Age moyen des chefs : 48 ans ▪ Proportion de moins de 35 ans : 12,5 % ▪ Proportion de 55 ans et plus : 30 % ▪ Proportion de femmes : 24,0 % ▪ Proportion de femmes de 55 ans et plus parmi les femmes : 40 %	▪ Proportion de chefs au réel : 77 % ▪ Assiette brute totale de cotisations: 6,8 milliards € ▪ Assiette brute moyenne au forfait : 5 200 € ▪ Assiette brute moyenne au réel : 16 700 € ▪ Proportion de chefs en nom personnel : 47 % ▪ Proportion d'exploitations ou entreprises en nom personnel : 59 % ▪ Superficie globale exploitée par les chefs actifs : 23,9 millions ha ▪ Superficie moyenne par chef d'exploitation : 53,7 ha ▪ Superficie moyenne par exploitation : 67,9 ha
--	--

Sigles cités :

Atexa	:	Assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles des exploitants agricoles
Earl	:	l'Entreprise agricole à responsabilité limitée
Gaec	:	Groupeement agricole d'exploitation en commun
NAF	:	Nomenclature d'activité française
Scea	:	Société civile d'exploitation agricole
Gfa	:	Groupeement foncier agricole
Sa	:	Société anonyme
Sarl	:	Société à responsabilité limité
SAU	:	Surface agricole utile

MSA Caisse Centrale

**Direction des Etudes, des Répertoires et des
Statistiques**

Les Mercuriales

40, rue Jean Jaurès

93547 Bagnolet Cedex

Tél. : 01 41 63 77 77

www.msa.fr



santé
famille
retraite
services

L'essentiel & plus encore